!VIVA LA FEDERACION!

LA GACETA MERCANTIL

DIARIO COMERCIAL, POLITICO Y LITERARIO.

AÑOS 21 de su publicacion. BUENOS AIRES, MARTES 23 DE ENERO DE 1844. No. 6,091.

¡ *VIVA LA CONFEDERACION ARGENTINA!*
¡ MUERAN LOS SALVAGES UNITARIOS!
Cuenta de la Tesorería General del Lunes 22 de Enero de 1844.

	Moneda corriente	*Metálico.*	Letras de Receptoria	*Letras por venta de tierras*	Fondos Públicos	Billetes para renovacion	*Billetes en circulacion.*	Deuda clasificada
ENTRADA.								
Existencia del 20..........	666,183 7¼	21 ¼	2,407,561	1,986	11,603 1	125,200	4,385,600	1,596,913 7½
Trasladados de Receptoria..........	6,813 3		238,513					
Letras vencidas y cobradas..........	106,193 2							
Contribucion directa sobre billetes de Tesorería, por 1843..........	50							
SALIDA.	779,240 4¼	21 ¼	2,646,074	1,986	11,603 1	125,200	4,385,600	1,596,913 7½
Billetes renovados..........						25,000		
Premio..........	3,162 4							
Letras vencidas y cobradas..........			106,193 2					
A Estevan Hallet y Ca por impresiones..........	99 4		12,900 4					
Al oficial Cajero del Parque.								
Por articulos de armamento..........	11,523 2							
Por idem de municiones..........	37,010 4							
Por idem de correage..........	100							
Por idem de equipo..........	17,943							
Por idem para la marina..........	21,901 4							
Por idem para el negocio pacifico..........	1,592							
Por idem de escritorio..........	290							
Por viages de carretillas..........	1,405							
Existencia..........	681,173 2¼	21 ¼	2,526,980 2	1,986	11,603 1	100 200	4,385,600	1,596,913 7½
	779,240 4¼	21 ¼	2,646,074	1,986	11,603 1	125,200	4,385,600	1,596,913 7½

FELIPE DE EZCURRA.

VIVA LA CONFEDERACION ARGENTINA!
¡ *MUERAN LOS SALVAGES UNITARIOS!*
Cuenta de la Receptoría General del Lunes 22 de Enero de 1844.

	Moneda corriente.	Metálico.	Letras.	Fondos para devoluciones	HABER.	Moneda corriente.	Metálico.	Letras.	Fondos para devoluciones
Exist'cia de ayer... { De comisos y multas....		2,097 6¼		15 4	A la Tesoreria General.....	6,813 3	......	238,513	......
{ Del Estado..........		......	......						
Entrada..........	2,354 1	......	238,513						
Salida..........	3,741 5								
Puerto..........	196 5								
Contribucion..........	521								
		......		15 4	Existencia..........		2,097 6¼		15 4
	6,813 3	2,097 6¼	235,513	15 4		6,813 3	2,097 6¼	238,513	15 4

Buenos Ayres, Enero 22 de de 1844—
BLANCO—
V. B.—BERNAL— Intervine—ALBARRAZIN—

Revista de Periódicos Extrangeros.

LETTRES SUR L'AMERIQUE DU SUD. (1)
Le Blocus de la Plata.
V.

Les hostilités allaient commencer: M. Leblanc comptait si peu sur la resistance, qu'il retourna á Rio Janeiro, laissant la direction du blocus á un simple capitaine de corvette. Mais on s'aperçut bientôt qu'on s'était engagé à l'étourdie sur la foi de quelques ennemis de Rosas, qui l'avaient representé comme un *tyran immonde et méprisable*, dont la Confédération n'attendait que le moment de se délivrer; et il arriva précisement tout le contraire. Les gouverneurs des quatorze provinces de la Confédération se mirent á la disposition absolue du president de Buenos Ayres, approuvant pleinement la conduite qu,il avait tenue; et le peuple argentin lui délégua, tout d'une voix, des pouvoirs extraordinaires et ilimites. Rosas, qu'on nous avait dépeint si faible et si universellement détesté, ne s'était nullement émmu de nos menaces et en attendait tranquillement l'exécution. Que faire cependant? Il etait trop tard pour reculer; nous nous trouvions á notre insu engagés dans une guerre insensée que nous n'étions pas en mesure de soutenir dignement, parce qu'elle était imprévue. Ce fut alors que quelques proscrits argentins s'organisérent en comité, s'instituant de leur autorité privée representans légtimes de la Confédération. Lavalle venait en effet de lever, en leur nom, un bataillon qui devint la base des opérations de nos agens.

La coopération de Riveira et celle du géneral Lavelle qui s'offrait á passer l'Uruguay pour insurger les provinces argentines, nous devinrent indispensables dans la voie où nous avaient entraines l'imprévoyance et le dépit. Mais dés ce moment, notre blocus n'eut plus pour but la réparation due á nos compatriotes lésés, mais seulement la chute et l'extermination de Rosas, l'ennemi commun.

Sur ces entrefaites, le gouvernement du roy ne pouvaint savoir encore dans quel mauvais pas on avait aventuré le nom de la France, envoya son approbation á la conduite de notre agent; et M. Buchet Martigny fut mandè pour tenir le consulat général de Buenos Ayres, en place de M. Roger.

Peut-être si Mr. Martigny eût déclaré, au moment où l'on signait sa nomination, que pendant tout le temps qu'il avait résidé, comme consul, daus l'Amérique du Sud, il ne connaissait la question de la Plata que par les relations partiales de réfugiés argentins, qui eux-mêmes avaient échoué dans leurs entreprises de guerre civile ou leurs plans de réforme, peut-être, dis-je, le gouvernement se serait-il ravisé á son égard. Déjá l'année précédente, á son passage á Buenos Ayres, M. Buchet-Martigny n'avait pas reçu un accueil fort cordial de la part du président Rosas, qui savait dans quelles relations intimes d'amitié *M.* Martigny avait vécu, durant sa résidence á Bolivia, avec l'ex-gouverneur Rivadavia, l'ennemi le plus ardent de la politique argentine.

Lorsque le nouveau consul arriba á Montevideo, son siége était donc déjà fait.

Le général Lavalle, accrédité par nous, avait passé l'Uruguay. Il lui fallut de l'argent pour lever des chevaux, de l'argent pour recruter des partisans: nos agens donnèrent sans compter. Rien ne lui réussissait pourtant, ni proclamations, ni argent, ni batailles. Et, chose singulière! plus ses échecs étaient éclatans, plus le Comité argentin devenait exigeant vis á vis de nos consuls et élevait ses prétentions. Si Lavalle n'avait pas reussi, disait-on, c'est que nos marins ne l'avaient pas secondé: c'est á dire que le Comité voulait, qu'au lieu de préparer des positions á Lavalle pour se faire battre et de disposer des vaisseaux du blocus pour le sauver dans ses retraites précipitées, comme ils le faisaient, nos marins fissent eux-mêmes la guerre, sous les ordres de Lavalle, bien entendu! Etaient-ce donc lá l'enthousiasme qui devait accueillir *nos alliés* á leur entrée en campagne et les triomphes faciles qu'ils s'etaient promis!.... Riveira lui-même, notre auxiliaire naturel dans cette levée de bouciers contre Rosas, puisque nos marins l'avaient fait maître de Montevideo, Riveira refusait de joindre ses forces á celles de Lavalle, malgré l'argent qu'il avait reçu pour cela de M. Buchet-Martigny.

Comment nos consuls pouvaient-ils persister á se faire illusion sur la bonne foi de cette faction, qui se proclamait *parti américain*? Et après une si funeste expérience, comment ne voulaient-ils pas comprendre qu'une cause que consent á s'appuyer pour reussir sur l'intervention étrangère, est toujours une cause impie et condamnée d'avance?

Les membres du Comité argentin, qui ne vivaient et n'intriguaient que par l'argent de la France, eurent d'abord recours aux fausses nouvelles pour pallier la faiblesse de l'influence dont ils disposeient pour la cause commune. Ils rédigèrent de pompeux bulletins de victoire: mais la fait venant trop vite dementir l'assertion, il fallut recourir aux expédiens energiques pour tromper l'opinion sur le compte de Rosas.

Ils avaient conservé des correspondances avec Buenos-Ayres qu'ils résolurent de mettre á profit pour le succès de leur plan. Quelques étrangers, Linch, Oliden, etc., faisaient partie d'une conspiration qui s'ourdissait contre Rosas à Buenos Aires meme: dénoncés par la voie de Montevideo, ils furent fusillés. Ces exécutions servirent á représenter Rosas comme un monstre furieux que toutes les nations avaient interét á détruire? Qui cependant avait dènoncé ces malheureux?—On l'a su depuis.—On savait que le président de la chambre des représentans á Buenos Aires, le docteur Maza, était dévoué á Rosas; mais son fils conspirait. On denonça le père par le fils: d'où était partie la délation qui les fit périr tous les deux?—De Montevideo, monsieur! la presse répéta avec indignation que Rosas n'épargnait même plus ni la vieillesse ni le devoûment.—Pacheco, le meilleur et le plus fidèle des généraux de Rosas, n'échappa de même á une mort certaine que par la confiance absolue qu'il inspirait á ce dernier. Une lettre, que Pacheco aurait écrite á Lavalle pour traiter de sa défection, tomba entre les mains de Rosas. Pacheco, dans ce moment, était avec son armée en présence de Lavalle; Rosas ne le fit pas assassiner, ne le démit même pas de son commandement, et Pacheco remporta une victoire signalée. Rosas lui remit la lettre surprise: le general resta muet de stupéfaction: la lettre était un chef-d'œuvre de faux en écriture privée.

Un dernier fait vous fera voir assez quel etait le système de coopération que nous offrait le parti unitaire, *notre allié*, dans nos démeles avec Rosas.—Quelque temps aprés la conclusion du traité Mackau, l'amiral Dupotet était descendu a terre pour s'informer de la situation de nos Français á Buenos Ayres. Une caisse de medailles, venue de Hollande, lui fût expédiée de Montevideo á l'adresse de Rosas, grand amateur de numismatique. Cette caisse, bien étiquetee et soigneusement fermée, etait tout bonnement une machine infernale, confectionnee á *Montevideo*! Heureusement pour l'amiral et pour Rosas, qui en firent l'ouverture, cette caisse homicide n'avait pu conserver la vigueur de ses ressorts durant toute la traversée, et l'explosion ne fut pas immédiate.—Il est bon que vous sachiez que l'amiral était alors aussi détesté que Rosas á Montevideo, par suite de l'entrevue qu'il avait accordée au gouvernement argentin, á bord de la corvette anglo-américaine l'*Actéon*, entrevue qui avait préparé la solution de nos differends.—Je note cette infamie parce qu'on en connaît l'auteur et les complices.

Voilá donc *les alliés* de nos agens et ceux que M. Thiers, en pleine tribune, eut l'imprudence de dire *les alliés de la France!*

Cependant, au milieu des graves interets qui etaient en jeu, nos consuls n'avaient seulement pas essayé de soustraire nos résidans de Buenos-Ayres aux dangers incessans qui les menaçaient au sein d'une ville ennemie. Ils restaient donc à la merci d'une populace furieuse qui n'aurait pas mieux demandé que d'assouvir sur eux une vengeance patriotique, si Rosas lui-même, celui á qui nous faisions une guerre personnelle, ne les eût mis sous sa protection. Si quelqu'un d'eux etait massacré, pourtant, on était bien aise á Montevideo d'en tirer prétexte pour exciter à la vengeance, mais non pas, certes, dans l'intention de prévenir de semblables malheurs. Los journaux, en France, ne manquaient pas d'enregistrer l'opinion de notre population de Montevideo sur cette guerre, mais ils se gardaient bien de dire quelle était celle de nos rèsidans de Buenos-Ayres.

Pourtant c'étaient ceux-ci seulement qui auraient en le droit de parler, car c'etait pour eux que la France intervenait. Mais on ne songeait plus aux motifs de la guerre, on ne songeait qu'aux moyens de la perpétuer; ce n'était plus les intérêts de nos compatriotes qui étaient en cause, mais bien ceux de Montevideo.

On le fit bien voir á M. Dupotet lorsqu'il vint remplacer M. Leblanc dans le commandement de l'escadre. Pendant le blocus, une contrebande fort active s'était organisée sur la Plata, et fournissait à Montevideo les productions que le commerce ne pouvait aller chercher á Buenos Ayres. Cette contrebande donnait des bénéfices énormes, et tout le monde y trouvait son compte, excepté la France: notre blocus devenait une dérision tant qu'il n'avait pas pour résultat d'empêcher toute communication avec la province bloquée. L'amiral prit si bien ses mesures que le trafic devint impossible. Ce fut alors que l'on sentit á Montevideo que le blocus n'était plus destine á couvrir une exploitation des trafiquans, et toutes les colères se déchainèrent á la fois sur ce malencontreux amiral qui trahissait ainsi la cause commune pour faire son devoir. Nos consuls contrariés dans leurs projets, laissèrent dire et se joignirent aux clameurs. Bien plus! on chercha ouvertement á embaucher en leur nom les marins de la flotte et á les provoquer á la désertion. Alors eut lieu contre M. Dupotet une conjuration de diffamations et de calomnies, dont le presse française se fit si légèrement complice á cette époque (bien que depuis elle ait fait amende honorable á l'un des plus dignes représentans de notre marine). Cette conjuration eut pour résultat d'amener M. le baron de Mackau sur les rives de la Plata.

A son arrivèe á Montevideo, M. de Mackau se vit assailli de pétitions et de visites de toutes sortes. Les Français de la rive droite lui remirent une adresse où l'on trouve ceci: "*Quelque éloigné que soit le terme de cette lutte fatale, nous sommes disposés à la voir se prolonger indéfiniment, etc.*" C'était naïf! Cette prolongation était justement ce qu'on voulait á Montevideo, et tout le monde avait fait de son mieux, pour rendre interminable une guerre si productive.

L'amiral n'eut pas de peine á dominer toutes ces influences, á démôler toutes ces intrigues, à se mettre au dessus de toutes ces passions. Il écouta patiemment tout le monde, et tout le monde *tenait á ce qu'il ne se rendit á Buenos Ayres que suffisamment instruit.* Il resta froid, impassible, et personne ne put deviner la résolution qu'il avait prise, ou l'impression qu'il avait reçue, á travers la noble dignité de son maintien et la distinction de ses manières.

Mais lorsqu' on apprit à Montevideo qu'il avait traité avec Rosas, on jeta les hauts cris avant de savoir quelles étaient les bases du traité. Puisque ce traité devait être critiqué quand même, ne vous étonnez donc pas que l'on criât encore plus fort lorsqu'on en connut les details.

Pendant longtemps les journaux de Montevideo ne noircirent leurs colonnes que d'injuries et d'insultes: on ne respectait ni l'honneur de nos marins, ni le gouvernement du roi, ni le roi lui-même. Quant á M. de Mackau, il fut encore plus maltraité que M. Dupotet.

Toutes ces infamies furant colportées en France, accréditées du silence significatif de nos agens. Un M. Varéla, membre du comité argentin, rédigea un long pamphlet plein d'extravagances et d'niaiseries, contre la convention-Mackau. Ce pamphlet, outrageant pour la France, obtint l'approbation des amis de nos consuls, puisque les délégués de la population française de Montevideo ont osé le produire á la chambre des députés (2). Depuis lors les journaux de l'opposition ont cru sans doute faire du patriotisme en n'ouvrant leurs colonnes sur cette question qu'aux correspondances de Montevideo seulement, toutes rédigées par des *étrangers*, et conçues dans l'esprit qui á dicté le pamphlet de M. Varéla.

Ce pamphlet contient, du reste, un document précieux: c'est la convention faite par M. Buchet-Martigny avec le comité argentin, au nom de la France,

(1) Voir la *Presse* des 31 Août, 2, 13 et 15 Septembre.

(2) Ce pamphlet était si outrageant pour la France, qu'on officier de notre escadre crut devoir faire á M. Varela l'honneur d'une refutation victorieuse et péremptoire. Cette refutation parut á Buenos-Ayres: elle contenait des pièces si positives et des argumens si precis et si evidens, que le comité argentin se tint pour battu et ne renouvela plus de ce côté les tentatives de diffamation.

CARTAS SOBRE LA AMERICA DEL SUD. (1)
El bloqueo del Plata.
V.

Las hostilidades iban á empezar: Mr. Le Blanc contaba tan poco sobre la resistencia que regresó á Rio Janeiro, dejando la direccion del bloqueo á un simple capitan de corbeta. Pero se apercibió en breve que se habia comprometido aturdidamente sobre la fé de algunos enemigos de Rosas que le habian representado como un *tirano inmundo y despreciable*, del que la Confederacion no esperaba mas que la oportunidad de libertarse; y sucedió precisamente todo lo contrario. Los Gobernadores de las catorce Provincias de la Confederacion se pusieron á la disposicion absoluta del Presidente de Buenos Aires aprobando plenamente la conducta que habia observado; y el pueblo Argentino le delegó á una voz poderes extraordinarios é ilimitados. Rosas á quien se nos habia pintado tan débil, y universalmente detestado, no se habia de ningun modo conmovido con nuestras amenazas, y esperaba tranquilamente la ejecucion. Que hacer sin embargo? Era demasiado tarde para retroceder: nos encontrabamos sin saberlo empeñados en una guerra insensata que no estabamos en estado de sostener dignamente porque era imprevista. Fué entonces que algunos proscriptos Argentinos se organizaron en comision, instituyéndose de su autoridad privada representantes legitimos de la Confederacion. Lavalle acababa en efecto de lavantar, en su nombre, un batallon que vino á ser la base de operaciones de nuestros agentes.

La cooperacion de Rivera y la del General Lavalle que se ofrecia á pasar el Uruguay para insurreccionar las Provincias Argentinas nos vinieron á ser indispensables en el camino adonde nos habian arrastrado la imprevision y el despecho. Pero desde ese momento nuestro bloqueo no tuvo mas por objeto la reparacion debida á nuestros compatriotas perjudicados sino solamente la caida y el exterminio de Rosas, el enemigo comun.

Mientras tanto, no pudiendo saber aun el Gobierno del Rey en que malos pasos se habia aventurado el nombre de la Francia, envió su aprobacion á la conducta de nuestro agente; y Mr. Buchet Martigny fué enviado á desempeñar el Consulado General de Buenos Aires en lugar de Mr. Roger.

Quizás si Mr. Martigny hubiese declarado en el momento que se firmaba su nombramiento que, durante el tiempo que habia residido como Consul en la América del Sud, no conocia la cuestion del Plata mas que por las relaciones parciales de los refugiados Argentinos, que ellos mismos habian fracasado en sus empresas de guerra civil, ó en sus planes de reformas, quizas, digo, el Gobierno hubiera mudado de resolucion á su respecto. Ya el año precedente, á su tránsito por Buenos Aires Mr Buchet Martigny no habia recibido una acojida muy cordial de parte del Presidente Rosas que sabia en que relaciones intimas de amistad habia vivido Mr. Martigny, durante su residencia en Bolivia, con el Ex-Gobernador Rivadavia, el enemigo mas ardiente de la politica Argentina.

Cuando el nuevo Cónsul llegó á Montevideo, su sitio estaba ya, pues fijado.

El General Lavalle, acreditado por nosotros, habia pasado el Uruguay. Necesitó dinero para reunir caballos, y dinero para reclutar paisanos: nuestros agentes dieron sin contar. Nada le salia bien, sin embargo, ni proclamas, ni dinero, ni batallas. Y cosa singular! cuanto mas estrepitosos eran sus descalabros tanto mas exigente se volvia la Comision Argentina en faz de nuestros Cónsules y elevaba sus pretensiones. Se decia que si Lavalle no habia tenido buen éxito era que nuestros marinos no lo habian segundado; es decir que la Comision queria que, en lugar de preparar posiciones á Lavalle para hacerse batir, y de disponer de los buques del bloqueo para salvarlo en sus retiradas precipitadas, como lo hacian nuestros marinos, hiciesen ellos mismos la guerra bajo las órdenes de Lavalle, se entiende! Eran esos, pues, el entusiasmo que debia acoger á nuestros *aliados* á su entrada en campaña, y los triunfos fáciles que se habian prometido!.....Rivera mismo, nuestro auxiliar natural en este levantamiento de escudos contra Rosas, pues que nuestros marinos lo habian hecho dueño de Montevideo, reusaba unir sus fuerzas á las de Lavalle, apesar del dinero que para ello habia recibido de Mr. Buchet Martigny.

Como nuestros Cónsules podian persistir á hacerse ilusion sobre la buena fé de esta faccion que se proclamaba *partido Americano*? Y despues de una tan funesta experiencia ¿como no querian comprender que una causa que consiente en apoyarse para tener buen éxito en la intervencion extrangera, es siempre una causa impia y condenada de antemano?

Los miembros de la Comision Argentina que no vivian y no intrigaban sino con el dinero de la Francia, recurrieron desde luego á las falsas noticias para paliar la debilidad de la influencia de que ellos disponian para la causa comun. Redactaron pomposos boletines de victoria: pero viniendo demasiado pronto los hechos á desmentir los asertos, fué preciso recurrir á expedientes enérgicos para engañar la opinion respecto á Rosas

Habian conservado correspondencia con Buenos Aires que resolvieron poner á provecho para el suceso de su plan. Algunos extrangeros, Linch, Oliden &a. hacian parte de una conspiracion que se urdia contra Rosas en Buenos Aires mismo: denunciados por la via de Montevideo, fueron fusilados. Estas ejecuciones sirvieron para representar á Rosas como un monstruo furioso que todas las naciones tenian interes en destruir. ¿Quién entretanto habia denunciado á esos desgraciados? Se ha sabido despues. Se sabia que el Presidente de la Cámara de Representantes en Buenos Aires, el Dr. Maza, era adicto á Rosas; pero su hijo conspiraba. Se denunció al padre por el hijo. De donde habia partido la delacion que los hizo perecer á los dos? De Montevideo Señor! la prensa repitió con indignacion que Rosas no ahorraba ni aun la vegez y adhesion. Pacheco, el mejor y el mas fiel de los Generales de Rosas, tampoco escapó á una muerte segura sino por la confianza absoluta que inspiraba á este último. Una carta que Pacheco hubiese escrito á Lavalle para tratar de su defeccion, cayó entre las manos de Rosas. Pacheco en ese momento estaba con su Ejército en presencia de Lavalle; Rosas no lo hizo asesinar; ni aun lo dimitió de su comando; y Pacheco obtuvo una victoria señalada. Rosas le entregó la carta sorprendida: el General quedó mudo de estupor; la carta era una obra maestra de falsificacion de escritura privada.

Un último hecho os hará ver bastante cual era el sistema de cooperacion que nos ofrecia el partido unitario, nuestro *aliado* en nuestras contiendas con Rosas. Algun tiempo despues de la concusion del Tratado Mackau, el Almirante Dupotet habia bajado á tierra á informarse de la situacion de nuestros Franceses en Buenos Aires. Una caja de medallas venida de Holanda le fué remitida de Montevideo con destino á Rosas, gran aficionado á la Numismatografia. Esta caja, bien rotulada y cuidadosamente cerrada no era buenamente otra cosa que una maquina infernal confeccionada en Montevideo. Dichosamente para el Almirante y para Rosas, que la abrieron, esta caja homicida no habia podido conservar el vigor de sus resortes durante toda la travesia, y la explosion no fué inmediata. Es bueno que sepais que el Almirante estaba entonces tan detestado en Montevideo como Rosas, por consecuencia de la entrevista que habia acordado al Gobierno Argentino, abordo de la Corbeta Anglo-americana *l'Acteon*, entrevista que habia preparado la solucion de nuestras diferencias. Noto esta infamia porque se conoce al autor de ella y á sus cómplices.

Ved ahi, pues, los *aliados* de nuestros Agentes, y á los que Mr. Thiers, en plena tribuna, tuvo la impudencia de decir *los aliados de la Francia!*

Sin embargo, en medio de los graves intereses que estaban en juego, nuestros Cónsules ni aun habian solamente ensayado substraer á nuestros residentes en Buenos Aires de los peligros incesantes que los amenazaban en medio de una ciudad enemiga. Permanecian, pues, á la merced de un populacho furioso que nada mejor hubiera deseado que saciar sobre ellos su venganza patriótica, si Rosas mismo, aquel á quien haciamos una guerra personal, no los hubiese puesto bajo su proteccion. Si alguno de ellos era, sin embargo, asesinado, se tenia la mejor disposicion en Montevideo de sacar de ello pretexto para excitar á la venganza, pero no ciertamente con la intencion de prevenir semejantes desgracias. Los Diarios en Francia no dejaban de registrar la opinion de nuestra poblacion en Montevideo sobre esta guerra; pero se guardaban bien de decir cual era la de nuestros residentes de Buenos Aires.

Sin embargo eran estos los solos que hubieran tenido derecho de hablar porque era por ellos que la Francia intervenia. Pero no se pensaba en los motivos de la guerra; no se pensaba mas que en los medios de perpetuarla; no eran ya los intereses de nuestros compatriotas los que estaban en la causa sino mas bien los de Montevideo.

Se le hizo ver bien esto á Mr. Dupotet cuando vino á reemplazar á Mr. LeBlanc en el comando de la Escuadra. Durante el bloqueo, un contrabando muy activo se habia organizado sobre el Plata, y proveia á Montevideo de las producciones que el comercio no podia ir á buscar á Buenos Aires. Este contrabando producia lucros enormes, y á todos les hacia cuenta, excepto á la Francia; nuestro bloqueo se hacia una irrision desde que no tenia por resultado impedir toda comunicacion con la Provincia bloqueada. El Almirante tomó tan bien sus medidas que el trafico vino á ser imposible. Fué entonces que se sintió en Montevideo que el bloqueo no estaba destinado á cubrir una explotacion de traficantes, y todas la cóleras se desencadenaron á la vez contra este malhadado Almirante que traicionaba asi la causa comun para llenar su deber. Nuestros Cónsules, contrariados en sus proyectos dejaron decir, y se unieron á los clamores. Mas aun! Se procuró abiertamente sobornar en su nombre los marinos de la flota y provocarlos á la desercion. Entonces tuvo lugar contra Mr. Dupotet una conjuracion de difamaciones y de calumnias de que la prensa Francesa ligeramente se hizo complice en esa época (aunque despues ella ha hecho pública retractacion honrosa á uno de los mas dignos Representantes de nuestra marina). Esta conjuracion tuvo por resultado traer al Sr. Baron de Mackau sobre las riberas del Plata.

A su llegada á Montevideo Mr. Mackau se vió asediado de peticiones y de visitas de todas clases. Los Franceses de la ribera derecha le entregaron un memorial en que se hallaba esto: "*Por mas lejano que sea el término de esta lucha fatal, nosotros estamos dispuestos á verla prolongar indefinidamente etc*" Era sencillo! Esta prolongacion era precisamente lo que se queria en Montevideo, y todos han hecho cuanto han podido para hacer interminable una guerra tan productiva.

El Almirante no tuvo pena en dominar todas estas influencias, desenredar todas estas intrigas, y colocarse sobre todas las pasiones. Escuchó con prudencia á todo el mundo, y todo el mundo *decidia que no se trasladase a Buenos Aires sino suficientemente instruido.* Permaneció frio, impasible, y nadie pudo adivinar la resolucion que habia tomado, ó la impresion que habia recibido, al traves de la noble dignidad de su porte y distincion de sus modales.

Pero lo que se supo en Montevideo que habia tratado con Rosas, se lanzaron altos gritos antes de saber cuales eran las bases del tratado. Pues que con todo este tratado debia ser criticado, no os admireis, pues, que se gritase aun mas fuerte cuando se conocieron sus detalles.

Durante largo tiempo los diarios de Montevideo no ennegrecieron sus columnas sino con injurias é insultos: no se respetaba ni el honor de nuestros marinos, ni el Gobierno del Rey, ni al Rey mismo. En cuanto á Mr. de Mackau fué aun mas injuriado que Mr. Dupotet.

Todas estas infamias fueron llevadas en trafico á Francia, acreditadas del silencio significativo de nuestros agentes. Un Mr. Varela, miembro de la Comision Argentina, redactó un largo pamfleto, lleno de estravagancias y de simplezas, contra la Convencion Mackau. Este pamfleto, ultrajante á la Francia, obtuvo la aprobacion de los amigos de nuestros Consules, puesque los delegados de la Poblacion Francesa de Montevideo han osado producirlo en la Cámara de Diputados. (2) Desde

(1) Véase *La Presse* del 31 de Agosto, 2, 13 y 15 de Setiembre

(2) Este pamfleto era tan ultrajante para la Francia que un oficial de nues

pour la réglementation de nos affaires dans la Plata. Cette convention, il n'est pas besoin de le dire, a toute l'admiration de M. Varéla: elle diffère du traité conclu par Mr de Mackau, en ce qu'elle stipule le renversement de Rosas de plus, et les intérêts de nos compatriotes lésés de moins. Quant à la indépendance de la Banda-Oriental, réservée par M. de Mackau, les signataires de la convention n'avaient pas cru devoir en parler.

(De la *Presse* de Paris du 19 Septembre.)

LETRES SUR L'AMERIQUE DU SUD. (1)
VI.
Etat présent de la question.

Le traité du 29 de octobre 1840 a été fidélement exécuté par Rosas. Nous voulions trois choses que nous avons obtenues, et que Rosas seul pouvait nous assurer: fixer le sort de nos compatriotes établis sur la rive gauche de la Plata, metre fin á une guerre sans but qui ne pouvait nous rapporter ni honneur ni bénéfice, enfin dégager la France pour l'avenir de toute solidarite avec les partis qui s'agitaient autour de la question francaise. Depuis le traité Mackau, on ne citera pas un seul Francais qui ait eu á se plaindre du gouvernement de Buenos Ayres; et tous les étrangers participent á ces avantages de sécurité, tout nouveaux dans l'Amériqué du Sud. Aujourd'hui chaque nation a son représentant à Buenos-Ayres. Quant á l' amnistie générale exigée par le traité, M. de Mackau en a meme assuré les effets dans l'avenir, une sage mesure obligeant les officiers d'escadre á recevoir désormais á borde tous les malheureux qui viendraient y chercher un asile. De sorte qu'on peut affirmer que le nom de M. de Mackau est populaire dans toute la confédération argentine.

On a reproché à M. de Mackau (vous devinez qui) d'avoir traité avec Rosas lorsqu'il savait que celui-ci etait á bout de ressources; ce qui serait une mauvaise maniére de prouver que le traité conclu dans de pareilles circunstances puisse nous être desavantageux. Mais était-il bien vrai que Rosas fût dans une position aussi critique qu'on le disait? On avait si souvent répété depuis le commencement du blocus, tantôt qu'il avait été battu par Lavalle, tantôt que les provinces s'étaient insurgées contre lui et que ses généraux l'avaient abandonné! Si la moindre de ces assertions eût été exacte, comment Rosas, sans autre appui qui Buenos-Ayres, aurait-il pu résister á cette coalition intérieure, secondée par notre escadre, entretenue avec nos millions? Et puis,d'allieurs,quel intérét avait la France á faire tomber Rosas? Rosas,comme jé le prouverai dans ma prochaine et dernieré lettre, était le seul homme dans toute l'Amérique du Sud en qui la France pût mettre sa confiance pour l'execution d'un traité. Installer á sa place le Comité argentin, ainsi que le voulaient nos agens, c'eût été adopter un parti politique dans ces contrées et par consequent s'engager á le soutenir. Mais c'est lá précisément ce que la France voulait tant éviter, car c'eût été rentrer dans la question, lorsque nous avions hâte d'en sortir parece qu'elle était compromettante pour la France, interminable pour l'Amérique

Quant á l'independance de l'Etat-Oriental qu'on nous accuse d'abandoner dans la crise actuelle, cette indépendance, consacrée par nous dans un article du traité, ne me semble pas menacée par cela seul qu'Oribe remplaeera Riveira dans le gouvernement de Montevideo. C'est purement lá une querelle de personnes, une question de partis, rien de plus, Rivera n'est qu'un accident, non un principe (2) Le soutenir, c'est approuver le systéme de nos agens qui a été solonnellement condamné par le parlement, c'est rentrer dans la question par la porte défendue, en un mot, c'est violer le traité.

D'ailleurs, ce qu'on nous demande aujourd'hui, nous l'avons offert quand cela nous était encore possible: l'amnistie, c'etait la paix; on l'a refusée. Nos agens avaient donné de la consistance á un parti jusque-lá sans force dans l'Amérique, c'etait notre devoir d'assurer le sort de ceux que nous avions compromis: nous l'avons fait. Dés ce moment, la France se trouvoit dégagée.

Mais ce parti, sous prétexte que nos agens l'avaient engagé dans la question française (vous avez vu au contraire que c'est nous qui lui servions d'auxiliaire) a voulu malgré nous continuer la guerre. Est-ce donc notre faute s'il est vaincu maintenant? Et devons-nous rester responsables d'un malheur que nous avons fait tout notre posible pour lui éviter? En politique, faire gratuitement de la générosité, c'est être dupé: plus que toute autre nation, la France devrait le savoir et s'en souvenir.

M. de Mackau vit fort bien le piége que le gouvernement de Montevideo lui tendait en le conjurant de conserver l'ile de Martin-Garcia, comme garantie contra Rosas (3); mais puisque l'amiral sut éviter ce piége, le parti unitaire aurait dû se tenir pour averti. En effet, l'ile de Martin-Garcia, située dans le Rio-de-la-Plata, domine, comme point stratégique, les rapports de Buenos-Ayres avec l' intérieur de la confédération. Laisser nos marins dans cette île avec les troupes unitaires qui s'y trouvaient, c'etait garder une attitude hostile vis-á-vis de Buenos Aires; nous venions de signer la paix.

Mais la paix, pour les réfugiés argentins, c'etait l'abandon: l'abandon! car ceux lá, ce n'était pas par nos agens qu' ils avaient été compromis, au contraire! et comme leur condamnation était antérieure á notre blocus, n'avions aucun titre á traiter pour eux. A ces éternels fauteurs de discorde, qui avaient trouvé moyen d'adosser momentanément leur cause á la nôtre, Rosas n'avait pas promis grâce: l'amnistie ne les atteignait pas; Rosas avait d'ailleurs fait ses rèserves á leur égard.

Voilá pourquoi ils voulaient la guerre! La guerre étant leur seule ressource, leur unique esperance, ils l'ont donc continuée. Encore une fois, est-ce la France que cela regarde? Voilá toute la question, monsieur. Et j'admire que certains journaux français aient consenti á servir jusqu'ici d'écho éternellement complaisant á ces récriminations, d'autant plus violentes qu'elles sont moins fondées, d'étrangers contre la France. J'ai déjá cité un M. Varéla, j'en pourrais citer bien d'autres.

L'autre jour, un capitaine marchand se vantait d'avoir offert son navire, canons et marins, á la défense de Montevideo. Or, le commandant de notre escadre a reconnu le blocus de cette ville: qu'aurait donc répondu le journal qui a enregistré le haut fait de ce capitaine, si l' amiral Massieu, comme c'était son devoir, eût coulé bas ce navire qui méconnaissait la loi du blocus, ou bien si Oribe comme c'était son droit, eût fait fusiller

(1) *Voir la "Presse" des 31 de Août, 2, 13, 15 et 19 Septembre.*

[2] *Les Anglais, qui veulent aujourd'hui Montevideo pour Riveira, le voulaient pour Oribe lors de notre blocus.*

[3] *L'amiral de Mackau n'a pas livré á Rosas, comme on l'a dit, le fort de Martin Garcia, seulement il donna ordre á nos marins de l'abandonner pour venir rejoindre l'escadre, et fit dire aux Orientaux qui occupaient l'île, qu'ils pouvaient aussi garder le fort, s'ils voulaient. Les unitaires se voyant seuls, étaient partis, et l'île resta abandonnée pendant çinq jours, avant que les troupes de Rosas ne se présentassent pour l'occuper.*

entonces los diarios de la oposicion han creido sin duda echarla de patriotas no abriendo sus columnas sobre esta cuestion sino á las correspondencias de Montevideo solamente, redactadas todas por *extrangeros*, y concebidas en el espiritu que ha dictado el pamfleto de Mr. Varela.

Este pamfleto contiene, por lo demas, un documento precioso: es la convencion hecha por Mr. Buchet Mastigny con la Comision Argentina en nombre de la Francia, para la reglamentacion de nuestros negocios en el Plata. No es necesario decir que esta Convencion tiene toda la admiracion de Mr. Varela: difiere del tratado concluido por Mr. de Mackau en que ella estipula de mas la subversion de Rosas, y de menos los intereses de nuestros compatriotas perjudicados. En cuanto á la Independencia de la Banda Oriental, reservada por Mr. de *Mackau*, los signatarios de la Convencion no habian creido deber hablar de ella.

(De *La Presse* de Paris, fecha 19 de Setiembre último.)

tra Escuadra creyó deber hacer à Mr. Varela el honor de una refutacion victoriosa y perentoria. Esta refutacion se dió á luz en Buenos Aires: contenia piezas tan positivas y argumentos tan evidentes que la Comision Argentina se dió por batido y no renovó ya de su parte las tentativas de difamacion.

CARTAS SOBRE LA AMERICA DEL SUD.(1)
VI.
Estado presente de la cuestion.

El tratado del 29 de Octubre 1840 ha sido fielmente ejecutado por Rosas. Queriamos tres cosas que hemos obtenido, y que Rosas solo podia asegurarnos; fijar la suerte de nuestros compatriotas establecidos sobre la ribera izquierda del Plata, poner fin á una guerra sin objeto que no podia producirnos honor ni provecho, en fin, eximir á la Francia para el porvenir de toda solidaridad con los partidos que se agitan al derredor de la cuestion Francesa Desde el Tratado Mackau no se citará un solo Frances que haya tenido que quejarse del Gobierno de Buenos Aires, y todos los extrangeros participan de esas ventajas de seguridad enteramente nuevas en la América del Sud. Hoy cada nacion tiene su representante en Buenos Aires. En cuanto á la amnistia general exigida en el tratado, Mr. de Mackau aun ha asegurado los efectos para el porvenir, obligando una sábia medida á los oficiales de Escuadra à recibir en adelante abordo todos los desgraciados que fuesen á buscar allí un asilo. De suerte que se puede asegurar que el nombre de Mr Mackau es popular en toda la Confederacion Argentina.

Se ha reprochado á Mr. de Mackau (adivinais quien) de haber tratado con Rosas cuando sabia que este tenia agotados sus recursos; lo que seria un mal modo de probar que el tratado concluido en tales circunstancias nos fuese desventajoso. Pero es bien cierto que Rosas estuviese en una posicion tan critica como se decia? Se habia repetido tantas veces desde el principio del bloqueo, unas veces que habia sido batido por Lavalle, otras que las Provincias se habian insurreccionado contra él y que sus Generales lo habian abandonado! Si el menor de estos asertos hubiese sido exacto ¿cómo Rosas sin otro apoyo que Buenos Aires hubiera podido resistir á esta coalicion interior segundada por nuestra escuadra, entretenida con nuestros millones? Y ademas, por otra parte ¿que interés tenia la Francia en hacer caer á Rosas? Rosas, como lo probaré en mi próxima y ùltima carta, era el solo hombre en toda la América del Sud en quien la Francia pudiese poner su confianza para la ejecucion de un tratado. Instalar en su lugar la Comision Argentina, como lo querian nuestros agentes, hubiera sido adoptar un partido politico en esas comarcas y por consecuencia empeñarse à sostenerlo. Pero es esto precisamente lo que tanto queria evitar la Francia porque hubiera sido volver á entrar en la cuestion, cuando teniamos prisa de salir de ella, porque era comprometedora para la Francia, interminable para la Amèrica.

En cuanto á la independencia del Estado Oriental, se nos acusa de abandonar en la crisis actual esta independencia consagrada por nosotros en un articulo del Tratado; no me parece amenazada, por eso solo que Oribe reemplaze á Rivera en el Gobierno de Montevideo. Es puramante esta una querella de personas, una cuestion de partidos, nada mas. Rivera no es mas que un accidente, no un principio (2). Sostenerlo es aprobar el sistema de nuestros Agentes que ha sido solemnemente condenado por el Parlamento, es entrar de nuevo en la cuestion por la puerta falsa, en una palabra, es violar el tratado.

Por otra parte, lo que se nos pide hoy lo hemos ofrecido, cuando esto nos era aun posible: la amnistia era la paz: ha sido reusada. Nuestros Agentes habian dado consistencia á un partido hasta entonces sin fuerza en América; era nuestro deber asegurar la suerte de los que habiamos comprometido: lo hemos hecho. Desde ese momento la Francia se encontraba sin compromiso.

Pero este partido bajo pretexto que nuestros Agentes lo habian empeñado en la cuestion Francesa (habeis visto por el contrario que somos nosotros que les serviamos de auxiliares) ha querido á pesar nuestro continuar la guerra. ¿Es, pues, culpa nuestra si ahora es vencido? Y debemos nosotros permanecer responsables de una desgracia, que hemos hecho cuanto nos ha sido posible por evitarlo? En politica emplear gratuitamente la generosidad, es ser tonto: mas que ninguna nacion debia saberlo y recordarlo la Francia.

Mr. Mackau vió muy bien el lazo que le tendia el Gobierno de Montevideo conjurándolo conservase la Isla de Martin Garcia como garantia contra Rosas (3); mas, pues que el Almirante supo evitar este lazo, el partido unitario hubiera debido darse por advertido. En fin, la Isla de Martin Garcia, situada en el Rio de la Plata, domina como punto estratégico las relaciones de Buenos Aires con el interior de la Confederacion. Dejar nuestros marinos en esta Isla con las tropas unitarias que allí se encontraban era guardar una actitud hóstil hácia Buenos Aires; acababamos de firmar la paz.

Pero la paz para los refugiados Argentinos era el abandono: el abandono! porque aquellos no habian sido comprometidos por nuestros agentes, al contrario! y como su condena era anterior á nuestro bloqueo, no teniamos ningun titulo á tratar por ellos. A esos eternos fautores de la discordia que habian encontrado medios de arrimar momentaneamente su causa á la nuestra, Rosas

(1) *Véase la* Presse *del 31 de Agosto, 2, 13, 15 y 19 de Septiembre.*

(2) *Los ingleses que quieren hoy Montevideo para Rivera, lo querian para Oribe durante nuestro bloqueo.*

(3) *El Almirante Mackau no ha entregado á Rosas, como se ha dicho, el fuerte de Martin Garcia; solamente ordenó á sus marinos que lo abandonasen para venir á reunirse á la Escuadra, é hizo decir á los Orientales que ocupaban la Isla que podian tambien guardar el fuerte, si querian. Los unitarios, viéndose solos, habian partido, y la Isla permaneció abandonada durante cinco dias, antes que las tropas de Rosas se presentasen á ocuparla.*

ces marins qui méconnaissaient la loi des neutres? Voilá pourtant ce qui pouvait arriver. Que ce journal présente un texte de loi quelconque qui puisse excuser la conduite de ce capitaine! Du moment qu'il est permis de se vanter ainsi d'une illégalité, où ne peut-on pas par ces moyens mener l'opinion publiqué?

Les journaux ne voient-ils pas l'effet que produisent á distance ces correspondances insensées?—Quel prestige pourra conserver notre escadre dons ces pays lointains, si quelques individus mal intentionnés se félicitent de braver impunément la loi du bord? Quelle autorité restera á notre consul, chargé de représenter la France et de proteger nos nationaux, si l'on fait un mérite á ces nationaux de le honnir et de l'insulter devant des étrangers? Ce sont lá pourtant les actes que la presse de l'opposition glorifie, non pas certes dans le but de soutenir nos intérêts dans la Plata (Elle ne les connaît pas et ne cherche pas á les connaître), mais comme moyen d'attaquer un ministère et de créer des embarras au gouvernement. Or, l'opposition, faite ainsi en vue de l'étranger, passe par-dessus un ministère, et n'atteint que l'influence extérieure de la nation; car s'il nous est facile, á nous, de saisir les différences qu'on veut établir entre le gouvernement et le pays, l'étranger ne fait pas ces distinctions et ne sépare jamais l'un de l'autre: pour lui, notre gouvernemente, bon ou mauvais d'ailleurs, em porte la France.

Quant á l'enrôlément de nos nationaux parmi les unitaires, les déclamations, si patriotiques qu'on les fasse, ne serviront pas á l'excuser. Et d'abord, nos résidans de Montevideo out-ils eu á se plaindre du gouvernement de Rosas pendant le blocus ou depuis le traité?—Non; mais si cela était, l'expérience déjá faite aurait décidé la France á séparer désormais notre cause de la guerre soutenue par Montevideo. Donc en se mettant au service de Montevideo, ils prennent parti dans une question qui leur est étrangère; et dès ce moment il ne peut plus y avoir solidarité entre eux et la France. Le gouvernement ne peut les empêcher d'agir comme ils l'entendent, mais il ne peut ni ne doit se compromettre avec eux: le protection accordée par lui dans ces conditions, emporterait son adhésion á leur conduite. L' article 21 de notre code, qui dénationalise tout Français qui prend du service où ne se trouve pas le drapeau de la France, est formel et n'admet ni restrictions, ni réserves. Vous avez lu l'ètrange réclamation que ces deux mille *partisans* ont adressée dernièrement au prince de Joinville; ils se plaignent de n'être pas soutenus dans leurs efforts par nos consuls de Montevideo et de Buenos-Ayres. Vous avouerez que c'est lá une étrange subversion de rôles! Ne dirait-on pas que c'est á eux, non aux consuls, qu'appartient la direction de nos affaires et le droit d'imposer une volonté? Lorsque *M.* Pichon a voulu leur notifier que la France ne pouvait plus accepter la responsabilité de leur conduite, ils ont fait un charivari autour de la maison consulaire et ont parcouru les rues de Montevideo en criant: "Vive la république! á bas Louis-Philippe!" C'est ne singuliére façon de se recommander, et l'opposition reconnaîtra elle-même, qu'en agissant ainsi, ces malheureux n'ont pas eu d'autre intention que de signer ostensiblement l'abdication de leur nationalité.

Sans doute l'état de privation où les a mis le siege de Montevideo peut servir á expliquer cette irritation et cet égarement, Mais quoi! sont-ils donc seuls à souffrir? et tout étranger n'est-il pas tenu d'accepter l'état du pays où il est émigré?

Si la guerre civile n'offrait á nos résidens que des embarras et des privations notre escadre les mettait á même d'abandonner le pays où cette guerre a lieu. S'ils y resten, le gouvernement ne peut plus que les venger s'ils sont victimes, les defendre, s'ils sont attaqués. N'est-ce pas pour soutenir le droit sacré des neutres que notre escadre a reconnu le blocus de Montevideo?—Mais leurs propriétés sont menacées, dit-on, et le gouvernement est tenu de protéger ses nationaux corps et biens. Sans doute! mais ce recours auprès du gouvernement ne peut avoir d'effet qu'après la guerre; les plaintes durant la crise ne donnent pas droit d'intervention politique.

En attaquant Oribe, nos résidens ont donc accepté les chances de la guerre. Le gouvernement de Montevideo a fait publier que six Français, pris les armes á la main, avaient été décapités. Malheureusement Oribe avait ce droit; pourquoi donc la presse de Montevideo a-t-elle refusé d'accueillir le démenti, donné par un d'eux, á ce faux bruit?.... De même on a répandu le bruit que Rosas venait de faire alliance avec l'empereur du Brésil, qui lui avait avancé des sommes énormes sur le partage á venir de la Banda Oriental. L'empereur, il est vrai, a autant d'interêt que Rosas á détruire Riveira, qui a fait insurger derniérement la province brésilienne de Rio Grande: mais les journaux français, avant d'accueillir cette nouvelle, n'auraient-ils pas dû s'informer si l'empereur du Brésil pouvait ainsi disposer de sommes énormes, lui qui en est aux expédiens pour trouver un millieu, et qui d'ailleurs aurait dû faire reconnaître publiquement ce crédit par le congrès?

On a fait grand bruit aussi du don de 80 kilomètres de terrain et de cinquante mille têtes de bétail fait par Montevideo aux Français qui ont pris les armes. Or, il est de notoriété publique que la Banda Oriental n'a plus une seule parcelle de terre qui appartienne á l'état; toute propriété de rapport est depuis longtemps aliénée ou vendue: la ville ainsi que les habitans ont déjá épuisé leurs dernières ressources. Les Anglais seule ont près de trente millions en découvert sur la place de Montevideo. C'est même pour cela que le comodore Purvis, voyant tout recours perdu contre les vaincus, si Oribe s'emparait de Montevideo, n'a pas voulu reconnaître le blocus, afin de donner aux creanciers le moyen de mettre á profit pour leurs intérêts la prolongation du siége.

D'où vient pourtant que les Anglais de Montevideo n'ont pas voulu imiter l' exemple de nos compatriotes, et que pas un n'a pris les armes? C'est que, voyant la cause unitaire désespérée, ils n'ont voulu donner contre eux aucun pretexte au vainqueur.

Il ne me reste plus qu'á vous dire quel est ce Rosas, qui, malgré tant d' intrigues et de haines conjurées contre lui, est enfin parvenu á tenir dans sa main le sort de toute l'Amérique du Sud.

[De la *Presse* de Paris, du 21 Septembre.]

LETTRES SUR L'AMERIQUE DU SUD. (1)
VII.

Lorsque le Général San-Martin déclarait qu'un maréchal de France ne ferait pas un bon sergent en Amérique, il voulait seulement faire entendre par la que la guerre, comme on la faisait en Europe, était impracticable lá bas. Je vous ai fait voir ce qui restait des héros de l' indépendance peçés á la balance du génie américain. Il faut donc bien reconnaître que le même mode de juger les choses et les hommes ne peut servir aux bords de l'Océan, et que le bon et le jus-

[1] *Voir la* Presse *du 31 août, 2, 13, 15, 19 et 21 septembre.*

no habia prometido gracia; la amnistia no las alcanzaba; Rosas por otra parte habia hecho sus reservas respecto de ellos.

Ved ahi porque querian la guerra!—Siendo la guerra su solo recurso, su única esperanza, la han continuado, pues. De nuevo ¿incumbe esto á la Francia? Ved ahi toda la cuestion, Señor. Y admira que ciertos Diaries Franceses hayan consentido en servir hasta aqui de eco eternamente complaciente de estas incriminaciones tanto mas violentas cuanto menos fundadas son, de los extrangeros contra la Francia. Ya he citado un M. Varela; pudiera citar bastantes otros.

El otro dia un Capitan mercante se jactaba de haber ofrecido su buque, cañones y marinos á la defensa de *Montevideo*. Bien, el Comandante de nuestra Escuadra ha reconocido el bloqueo de esta Ciudad: ¿qué hubiera respondido el Diario que ha registrado el alto hecho de este Capitan si el Almirante Massieu, como era su deber, hubiese echado á pique ese buque que desconocia la ley del bloqueo, ó bien si Oribe, como era de su derecho, hubiese hecho fusilar á esos marinos que infringian la ley de los neutrales? Ved ahi sin embargo lo que podia suceder. Que ese Diario presente un texto de ley cualquiera que pueda excusar la conducta de ete Capitan!—Desde el momento que es permitido alabarse asi de una ilegalidad ¿hasta donde no puede conducirse á la opinion pública por estos medios?

¿No ven los Diarios el efecto que producen á la distancia esas correspondencias insentatas? ¿Qué prestigio podrá conservar nuestra Escuadra en esos paises lejanos si algunos individuos mal intencionados se felicitan de arrostrar impunemente la ley de mar? Qué autoridad quedará á nuestro Cónsul, encargado de representar la Francia y de proteger nuestros nacionales si se les hace un mérito á esos nacionales de infamarlo é insultarlo delante de extrangeros? Estos son sin embargo los actos que la prensa de la oposicion glorifica, no ciertamente con el objeto de sostener nuestros intereses en el Plata (no los conoce ni procura conocerlos) sino como medio de atacar al ministerio y crear embarazos al Gobierno. Bien, la oposicion hecha asi delante del extrangero, pasa por sobre un ministerio; no tiende sino á la influencia exterior de la nacion; porque si nos es fácil á nosotros, comprender las diferencias que se quiere establecer entre el Gobierno y el pais, el extrangero no hace estas distinciones, y no separa jamás uno del otro: para él, nuestro Gobierno, bueno ó malo que sea, lleva consigo la Francia.

En cuanto al enrolamiento de nuestros nacionales entre los unitarios no servirán á escusarlos las declamaciones tan patrióticas que se les hace—Y desde luego ¿han tenido que quejarse nuestros residentes en Montevideo del Gobierno de Rosas durante el bloqueo ó despues del tratado? No; pero si asi fuera, la experiencia hecha ya hubiera decidido á la Francia á separar en adelante nuestra causa de la guerra sostenida por Montevideo. Asi poniéndose al servicio de Montevideo toman partido por una cuestion que les es extrangera; y desde ese momento no puede haber ya allí solidaridad entre ellos y la Francia. El Gobierno no puede impedirles obrar como lo piensen, pero no puede ni debe comprometerse con ellos; la proteccion acordada por él con estas condiciones llevaria consigo la adhesion á su conducta. El articulo 21 de nuestro còdigo que desnacionaliza á todo Frances que toma servicio donde no se encuentra la bandera de la Francia,es formal y ni restriccione admito, ni reservas. Habeis leido la extraña reclamacion que esos dos mil *partidarios* han dirigido últimamente al Principe de Joinville: se quejan de no ser sostenidos en sus esfuerzos por nuestros Consules de Montevideo y de Buenos Aires. Confesareis que esta es una extraño subversion de incumbencias! ¿No se diria que es á ellos, y no á nuestros Consules, que pertenece la direccion de nuestros negocios y el derecho de imponer una voluntad? Cuando Mr. Pichon ha querido notificarles que la Francia no queria aceptar mas la responsabilidad de su conducta, han hecho una trapisonda al derredor de la casa consular, y han recorrido las calles de Montevideo gritando: "Viva la República!" "Abajo Luis Felipe" Este es en singular modo de recomendarse, y la oposicion reconocerá ella misma que obrando asi esos desgraciados no han tenido otra intencion que señalar ostensiblemente la abdicacion de su nacionalidad.

Sin duda el estado de privacion en que los ha puesto el sitio de Montevideo puede servir á esplicar esta irritacion y este estravio. Pero que! ¿son ellos solos los que sufren? ¿Y todo extrangero no está obligado á aceptar el estado del pais adonde ha emigrado?

Si la guerra civil no ofrecia á nuestros residentes mas que embarazos y privaciones, nuestra Escuadra los ponia en actitud de abandonar el pais adonde esta guerra tiene lugar. Si allí permanecen, el Gobierno no puede mas que vengarles si son victimas, defenderlos si son atacados. ¿No es para sostener el derecho sagrado de los neutrales que nuestra escuadra ha reconocido el bloqueo de Montevideo? Pero sus propiedades son amenazadas, se dice, y el Gobierno está obligado á proteger á sus nacionales en sus personas y bienes. Sin duda! pero este recurso al Gobierno no puede tener efecto sino despues de la guerra; las quejas durante la crisis no dan derecho de intervencion politica.

Atacando á Oribe nuestros residentes han aceptado, pues, todas las alternativas de la guerra. El Gobierno de Montevideo ha hecho publicar que seis Franceses, tomados con las armas en mano, habian sido decapitados. Desgraciadamente Oribe tenia derecho; ¿porqué, despues, la prensa de Montevideo ha reusado admitir el desmentido dado por uno de ellos a ese rumor falso? Tambien se ha esparcido el rumor de que Rosas acaba de hacer alianza con el Emperador del Brasil que le habia adelantado sumas enormes sobre la distribucion futura de la Banda Oriental. El Emperador, es cierto, tiene tanto interes como Rosas en destruir á Rivera que ha hecho insurreccionar ultimamente la Provincia Brasilera del Rio Grande; pero los diarios Franceses, antes de acoger esta noticia, ¿no hubieran debido informarse si el Emperador del Brasil podia disponer asi de sumas enormes, él que está ligado á expedientes para encontrar un millon, y que por otra parte hubiera debido hacer reconocer públicamente ese crédito por el Congreso?

Se ha hecho tambien gran ruido con la donacion de 80 kilametros de terreno y de cincuenta mil cabezas de ganado hecha por Montevideo á los Franceses que han tomado las armas. Bien, es de pública notoriedad que la Banda Oriental no tiene ya un solo pedazo de tierra que pertenezca al Estado; toda propiedad relativa está desde largo tiempo enagenada ó vendida; la ciudad asi como sus habitantes han agotado ya los últimos recursos. Los Ingleses solos tienen cerca de treinta miliones en descubierto sobre la plaza de Montevideo. Es por esto mismo que el Comodoro Purvis, viendo perdido todo recurso contro los vencidos, si Oribe se apoderaba de Montevideo, no ha querido reconocer el bloqueo á fin de dar á los acreedores

te, en politique surtout, ont leur latitude comme les climats.

Ce n'est donc pas au point de vue de la France que Rosas doit être apprécié, c'est au point de vue de l'Amérique. Vous avez dû entendre dire que Rosas était implacable dans l'exercice de son pouvoir; qu'il ne savait distinguer ni parens ni amis sur la voie où il trouvait des obstacles, en fin qu'il frappait sans accuser, et qu'il appliquait la peine sans prononcer la condamnation.

Eh bien! tout cela est vrai, monsieur. Mais ceux qui se hâteraient de le condamner sur ces vagues indices, sans attendre l'explication de sa conduite, s'exposeraient fort à commetre envers lui un véritable déni de justice. Ici, on ne peut voir que ceux qu'il a fait mourir: la-bas, on ne veut voir que ceux qu'il sauve: ici, c'est un tyran; là-bas, c'est un liberateur. Et lorsque sa mision sera accomplie, beaucoup qui le blâment aujourd'hui lui tiendront d'autant plus compte de la force d'ame qu'il fallait pour entreprendre l'œuvre qu'un homme ordinaire aurait failli dans l'exécution.

Mais comme en parlant d'un homme aussi extraordinaire et aussi décrié la démonstration doit suivre de près l'affirmation, je commence:

Le mobile de tout despote, c'est l' égoisme de l'ambition:—Rosas n'est pas ambitieux!—Il n'a jamais cherché á tirer parti du pouvoir pour les advantages qu'il peut rapporter á celui qui l'exerce; il n'est ni vindicatif ni intéressé. Jamais on n'a pu dire de lui qu'il ait été en cause, comme individu, dans les actes qu'il a practiques comme gouvernant. Ce qui l'a poussé au pouvoir, c'est un profond sentiment de l'autorité et de la justice.—Ne confondez pas ici justice avec *légalité*, dont le mot et la chose ont été de tout temps parfaitement inconnus dans l'Amerique du Sud.

Né dans l'intérieur de la campagne, Rosas vit de bonne heure le mal qui dévorait son pays,sans penser qu'il fut destiné á appliquer le remede. Ce qui dut le frapper d'abord furent l'impuissance et l'inertie du gouvernement. Les persones et la propriété restaient sans défense contre les invasions quotidiennes des Indiens qui s'avançaien jusqu'aux portes de Buenos Ayres, tuant, pillant, dévastant. Le vol ne se cachait pas, l'assassinat ne se faisait pas á l'ombre.

Il y a quinze ans á peine, sous l'administration du *sage* Rivadavia, il n'était pas rare de voir des Indiens se mêler aux fêtes publiques qui se célébraient dans la ville, et lorsqu'on leur demandait ce qu'ils y venaient faire, ils répondaient effrontément: "*Enlever des femmes* (2)," Vous croyez peut-être que ces femmes, ainsi enlevées, s'accommodaient difficilement de la vie sauvage! Mon Dieu non! on les trouvait quelques jours aprés, heureuses de se trouver libres, plus heureuses encore de se voir nues, saluant par leurs noms les négocians qui osaient s'aventurer dans l'intérieur pour trafiquer avec les indiens. Cet instinct, qui repoussait la société de Buenos Ayres vers l'état sauvage, était alors général. Personne n'y résistait, ni les hommes, ni les femmes,: on échappait ainsi á la poursuite d'un créancier, á l'atteinte de la loi, aux ennuis domestiques, aux vergeances particuliéres.

Voilá pourtant ce qui avait lieu, pendant que Rivadevia, au dire de l'Europe, saisait fleurir la civilisation dans le Sud-Amérique!....

Pendant ce temps, Rosas était devenu le plus habile *estancier* (propriétaire) de l' intérieur. Sa probité, son intelligence, son courage et son activité infatigables lui avaient donné une influence sans bornes sur toute la campagne les *gauchos* (pasteurs de la campagne de Buenos Ayres] l'avaient reconnu pour leur chef et s'étaient mis á sa disposition. Il les organisa pour la défense commune, et ce fut ainsi qu'il refoula les Indiens dans leurs forêts et qu'il délivra le territoire argentin de leurs dévastations et de leurs pillages. Mais bientôt les gouverneurs, qui ne pouvaient même se maintenir dans les villes, eurent recours á lui pour etouffer les factions, sans cesse renaissantes, et pour intervenir dans la guerre civile, qui n'avait cessé de dèsoler les provinces.

Certes, si Rosas, comme on l'a dit, n'eût agi que par ambition, il lui était facile alors de faire tourner á son profit cet état de chosee. Il n'en fit rien pourtant: il se contenta de soutenir l'ordre public partout où il était menacé et de protéger le pouvoir établi, sans distinction de partis ou de personnes. Ce n'était pas encore l'homme d'une politique, c'était seulement l'homme de l'autorité; mais il la voulait forte, énergique, dominante, reconnue par tous, parce qu'elle pouvait seule assurer l'état de la république, en arrêtant tout desordre, en imposant aux factions un niveau souverain.—Quant á lui, il avait si fortement imprimé le sentiment de la discipline parmi les *gauahos* qui se l'étaient donne pour chef, que dans un pays où le vol et l'assassinat paraissaient presque légitimité, il ne se trouva dans sa troupe ni voleur ni assassin.

La première fois que Rosas songea à se mêler de politique, ce fut pour faire voter la loi qui défend l'entrée des farines dans la confédération. Ce commerce était fait par les Etats-Unis: l'achat de ces farines absorbait tout le numeraire de la république et avait en outre pour résultat d'arrêter la culture des céréales dans le sud-Amérique.

Lorsque Rosas crut avoir fixé le pouvoir dans les mains des gouverneurs qu'il avait secourus, il ne songea plus qu'á s'occuper d'exploitations agricoles qu'il a toujours particulièrement affectionnées et auxquelles il a depuis donné un grand essor dans toute la confédération.

Cependant les troubles continuaient, la guerre civile devenait plus ardente, le pouvoir passait d'un jour á l'autre entre des mains toujours trop faibles pour le retenir et inhabiles á l'exercer. Ce fut alors que Rosas comprit enfin que l'autorité n'avait pas encore trouve sa base: et puisque les savans et les *docteurs* avaient vainement cherché cette base dans l'étude des constitutions européennes, lui, qui ne connaissait pas l'Europe, la chercha dans la connaissance qu'il avait acquise des mœurs et des bessoins de l'Amérique.

Dès lors il demanda le pouvoir: on le nomma gouverneur. *Mais*, ne voulant pas qu'on se meprît sur ses intentions de réforme, il demanda des pouvoirs extraordinaires; on les lui confia. Anchorena, son premier ministre, fit voter en 1832 la *loi de surveillance et d'épuration* qui força tous les unitaires á s'exiler du sol argentin sous peine de mort. Cette loi etait, pour ainsi dire, l'exposé du système que Rosas devait appliquer, á dater de 1835. Pour le moment, il délégua son pouvoir, sûr désormais de pouvoir le reprendre, s'il en était besoin, et fit une longue expedition contre les Indiens qu'il repoussa jusqu'au fond de la Patagonie.

Pendant son absence qui dura quinze mois, on ne sut ce qu'il était devenu. La loi de surveillance fut révoquée par le

[2] *A cette époque, les députés de diverses provinces ne rougissaient pas de déclarer en pleine chambre des représentans que "il valait mieux ne rien dire aux malfaiteurs, parce qu'il serait dangereux de les punir, et que le gouvernement, impuissant á arrêter leurs incursions, devait au contraire, éviter soigneusement de leur fournir aucun sujet de représailles."*

el medio de poner á provecho para sus intereses la prolongacion del sitio.

¿De donde proviene por lo tanto que los Ingleses de Montevideo no han querido imitar el ejemplo de nuestros compatriotas, y que uno solo no ha tomado las armas? Es que, viendo la causa de los unitarios desesperada, no han querido dar al vencedor ningun pretexto contra ellos.

No me resta mas que deciros quien es este Rosas que, apesar de tantas intrigas y de tantos odios conjurados contra él, ha conseguido al fin tener en sus manos la suerte de toda la América del Sud

(De *La Presse* de Paris, fecha 21 de Setiembro último.)

CARTAS SOBRE LA AMERICA DEL SUD. (1)
VII.

Cuando el General San Martin declaraba que un Mariscal de Francia no seria un buen Sargento en América, queria solamente hacer entender asi que la guerra como se hacia en Europa, era impracticable allá Ya os he hecho ver lo que quedaba de los heroes de la Independencia pesados en la balanza del genio Americano. Es preciso, pues, reconocer bien que el mismo modo de juzgar las cosas y los hombres no puede servir á las dos riberas del Oceano, y que lo bueno y lo justo, en politice sobretodo, tienen su latitud como los climas.

No es, pues, al golpe de vista de la Francia que Rosas debe ser apreciado; es al golpe de vista de la América.—Habeis debido oir decir que Rosas era implacable en el ejercicio de su poder; que no sabia distinguir ni deudos ni amigos sobre la senda en que encontraba obstáculos, en fin, que heria sin acusar y que aplicaba la pena sin pronunciar la condena.

Eh bien! todo esto es cierto; Señor. Pero los que se apresurasen á condenarlo sobre indicios vagos, sin esperar la explicacion de su conducta, se espondrian mucho á cometer hácia él una verdadera negativa de justicia Allí, no se puede ver mas que á los que él ha hecho morir; allá no se quiere ver mas que los que él ha salvado; aqui es un tirano; allí es un libertador. Y cuando su mision se haya cumplido, muchos que le vituperan hoy le tendrán proporcionalmente en consideracion la fuerza de alma que necesitaba para emprender la obra que un hombre ordinario hubiera errado en la ejecucion.

Pero como hablando de un hombre tan extraordinario y tan difamado la demostracion debe seguir de cerca al aserto, empiezo:

El móvil de todo déspota es el egoismo de la ambicion:—Rosas no es ambicioso! Jamás procura sacar partido del poder por las ventajas que pueda traer al que lo ejerce; no es ni vengativo ni interesado. Jamás se puede decir de él que haya estado enjuiciado como individuo en los actos que ha practicado como gobernante. Lo que lo ha llevado al poder es un sentimiento profundo de la autoridad y de la justicia. No confundais aqui la justicia con la *legalidad*, cuya palabra y la cosa han sido en todos tiempos perfectamente desconocidos en la América del Sud.

Nacido en el interior de la campaña, Rosas vió temprano el mal que devoraba á su pais, sin pensar que fuese el destinado á aplicarle remedio. Lo que desde luego debió herirle fueron la impotencia y la inercia del Gobierno. Las personas y las propiedades permanecian sin defensa contra las invasiones cuotidianas de los Indios que se avanzaban hasta las puertas de Buenos Aires, matando, robando, devastando. El robo no se ocultaba, el asesinato no se cometia entre sombras.

Hace quince años apenas bajo la Administracion del *sábio* Rivadavia, que no era raro ver á los Indios mezclarse en las fiestas públicas que se celebraban en la ciudad y cuando se les preguntaba que venian á hacer, contestaban audazmente: "*á robar mugeres* (2)" Creeis quizá, que estas mugeres, asi arrebatadas, se acomodarian dificilmente á la vida salvage! Dios mio no! se les encontraba algunos dias despues dichosas de verse libres, mas dichosas aun de verse desnudas, saludando por sus nombres á los negociantes que osaban aventurarse en el interior para traficar con los Indios. Este instinto que repelia la sociedad de Buenos Aires hácia el estado salvage era entonces general. Nadie resistia á él; ni los hombres ni las mugeres; se escapaba asi á la persecucion de un acreedor, al alcance de la Ley, á los disgustos domésticos, á las venganzas particulares.

Ved ahí, pues, lo que tenia lugar mientras que Rivadavia, al decir de la Europa, hacia florecer la civilizacion en la América del Sud!...

Durante este tiempo Rosas habia llegado á ser el mas hàbil *estanciero* [propietario] del interior. Su probidad, su inteligencia, su corage y su actividad infatigables le habian dado una influencia sin limites sobre toda la campaña: los *gauchos* [pastores de la campaña de Buenos Aires] le habian reconocido por su Gefe y se habian puesto á su disposicion. Los organizó para la defensa comun, y fué asi que rechazó á los Indios hácia sus bosques y que libró el territorio Argentino de sus devastaciones y de sus pillages. Pero bien pronto los Gobernadores, que no podian mantenerse ni aun en las ciudades, recurrieron á él para sofocar las facciones, sin cesar renacientes y para intervenir en la guerra civil, que no habia cesado de desolar las Provincias.

Ciertamente si Rosas, como se ha dicho, no hubiese obrado mas que por ambicion le era facil entonces hacer girar en su provecho este estado de cosas. Sin embargo nada de esto hizo: se contentó con sostener el órden público por todas partes donde estaba amenazado y proteger el poder establecido sin distincion de partidos ó de personas. No era aun el hombre de una politica; era solamente el hombre de la autoridad; pero la queria fuerte, enérgica, dominante, reconocida por todos, porque ella sola podia asegurar el estado de la Repùblica, deteniendo todo desórden, é imponiendo á las facciones un nivel soberano. En cuanto á él, tenia tan fuertemente impreso el sentimiento de la disciplina entre los *gauchos* que se lo habian dado por Gefe, que en un pais donde el robo y el asesinato parecian casi legitimidad, no se encontró en su tropa ni ladron ni asesino.

La primer vez que Rosas pensó mezclarse en politica fué para hacer votar la ley que prohibe la entrada de harinas en la Confederacion. Esto comercio se hacia por los Estados Unidos: la compra de harinas absorbia todo el numerario de la República y producia el resultado de impedir el cultivo de los cereales en la América del Sud.

Mientras que Rosas creyó haber fijado el poder en manos de los Gobernadores que habia auxiliado, no pensó mas que

(1) *Véase* LA PRESSE *del 31 de Agosto, 2, 13, 15, 19, y 21 de Septiembre.*

(2) *En esa época los Diputados de diversas Provincias no se avergonzaban de declarar en plena Cámara de Representantes que "valia mas no decir nada á "los malhechores, porque seria peligroso "castigarlos, y que el Gobierno impotente "á detener sus incursiones, debia por el "contrario evitar cuidadosamente darles "ningun motivo de represalias."*

gouverneur nommé á sa place: mais une insurrection eut lieu, qui la fit maintenir. Rosas revint de son expédition, et fut reçu en triomphe: il ramenait avec lui une quantité prodigieuse de captifs, qu'il avait arrachés aux Indiens, peut être aussi á la vie sauvage qu'ils avaient volontairement adoptée.

Enfin, en 1835, commença sa dictature: cinq fois il refusa la présidence, offerte cinq fois á l'unanimitè par la chambre des représentans; il fallut que le peuple, consulté *nominativement*, lui déléguât pour cinq années toute la somme du pouvoir public.

*M*aintenant, jetez un coup d'œil sur l' état du Sud-Amérique depuis son indépendance, et dites-moi s'il etait possible de dôminer une situation aussi déplorable par les moyens de gouvernement employés jusque lá:—Au *M*exique, Santa-Anna et Bustamente se disputant alternativement le pouvoir, assez occupés l'un et l'autre á dissiper, comme gouvernans, lés partis qu'ils ont ameutés, comme agitateurs, bouleversant la république au gré de leur ambition, je devrais dire de leurs caprices. Au Guatemala, *M*orazan et Carréra, tantôt vainqueurs, tantôt vaincus, toujours en lutte. Le Chili et le Pérou á la merci du premier colonel qui peut disposer de son régiment. La Colombie, se subdivisant et se fractionnant pour assouvir les prétentions rivales qui se disputent chacun de ses lambeaux. Enfin, le Rio de la Plata, passant, de mains en mains, et comptant des présidens d'un mois, d'une semaine, d'un jour! Comme principe et comme conséquence de ces bouleversemens sans fin et sans cesse, la prévarication en haut, la licence en bas, l' anarchie partout.

Aucun lien social n'existait entre les gouvernans et la population. Les unitaires ou centralistes voulaient pratiquer le gouvernement sur une grande échelle, former des états importans par leur étendue, afin de ramener á une capitale les forces agrandies de l'administration et de l'armée. Mais ce systéme est insensé pour ces vastes pays où l'on ne trouve pas douze habitans par lieue carrée, population flottante et nomade, vivant sans communication avec les villes du littoral: étendre ainsi le pouvoir, c'était rendre son influence insensible et son action impossible. Aussi les unitaires ne voulaient-ils, en effet, que se retrancher dans les villes pour se garantir, au nom de la civilisation, de la barbarie qui les circonvenait, au lieu de chercher á la dominer ou á la réduire.

Les fédéraux, au contraire, voulaient agir sur de petits centres, pour que le pouvoir gagnât en force de concentration ce qu'il perdrait en étendue. C'est ce parti qui détruisit l'œuvre de Bolivar, en divisant l'unité colombienne en trois parties indépendantes. Le gènéral Paez commença le mouvement; Mosquera et Flores le suivirent. Ce n'étaient pourtant rien moins que les trois lieutenans favoris du libérateur. Dés ce jour, le systeme unitaire fut condamné dans l' Amérique; et Bolivar, son fondateur, s'apercevant á la fin qu'il n'avait caressé toute sa vie qu'une chimère irréalisable, mourut fou le 17 décembre 1830.

Jusqu'ici rien de grand, rien de stable n'est sorti de ces luttes intestines: aucun des hommes, qui ont successivement occupé la magistrature supréme, n'a pu s'isoler dans sa puissance pour dominer la situation: aucun ne s'est fait responsable. En un mot, il n'y a pas en un seul homme d'état, il n'y a en que des chefs de parti, ou plutôt des victimes dé parti, á qui le pouvoir n'arrivait que comme un accident, jamais comme un droit. Les unitaires ne songeaient qu'á faire parler d'eux en Europe, et voyaient leurs plans de civilisation s'envoler, comme les feuilles détachées de la sibylle, au vent des intrigues de la ville, ou des révoltés de la campagne: les fédéraux, au contraire, qui avaient voulu s'appuyer sur les indigénes, *gauchos, llaneros, péons*, et *Indiens*, étaient restés á la merci de cette force brutale et sauvage quils n'avaient pu dompter aprés l'avoir mise en mouvement.

Cette légitimation de la force á tue tout sentiment de propriété en Amérique: lá où l'on devrait compter les habitans par millions, on les compte par centaines. Ces terres magnifiques et fécondes, restant sans culture, restant sans population: elles ne sont mêmes pas protegées contre le brigandage de leurs rares habitans. L'immense quantité de troupeaux sauvages que nourrissent les plaines et les forêts, sont une occasion perpétuelle de rixe pour des peuplades qui s'opposent á toute production, á toute amélioration, en disant que le troupeau dispense du travail: "*Crianza quita labranza.* Un aventurier qui peut reunir au profit de son ambition quelques centaines de ces *peons* enrôles par l'appât de la rapine, est sûr de révolutionner tout une contrée. C'est ainsi que le Sud-Amérique este tenu par quelques brouillons dans cet état de bouleversement qui n'a cessé de l' agiter depuis son indépendance.

La *loi de surveillance et d'épuration*, par laquelle Rosas a signalé sa présence aux affaires, a eu pour but et pour résultat de prévenir ces bouleversemens, si faciles á exciser, en dèbarrassant les provinces argentines de tous ces spéculateurs de revolution Cette loi, qu'on a tant blamée est, en effet, an i-constitutionnelle. Mais l'Amérique est-elle donc dans un état normal? Est-elle donc une societé constituèe? Cette lei est une loi *révolutionnaire*, comme l'était notre loi des suspects, décretée par la Convention:

Révolutionnaire aussi est le gouvernement de Rosas; c'est précisément là ce qu'on a oublié de dire lorsqu'on a parlé de lui en Europe—Pour excuser son despotisme souverain, je n'ai eu qu'á vous faire voir ce qu'etait avant lui l' Amérique du sud: pour le légitimer, il me suffira de relater les conséquences heureuses qui en sont résultées; ce sera l'objet de ma huitiéme et dernière lettre.

(De la *Presse* de Paris du 23 Septembre.)

!Viva la Confederacion Argentina!
¡Mueran los salvages unitarios!

INTRODUCCION

DE

GANADO.

TABLADA DEL SUD.
ENERO 18.

De la Flores ha conducido don Marcelino Rodriguez 260 cabezas, compradas por don Bernardino Soto; 251 al finado don Manuel Cuestas, 9 á don Manuel Herrera. Para abasto.

De Pila ha conducido don Juan J. Barela 607 cabezas, compradas por don Alejandro Mackinley; á don Nicolas Anchorena. Para saladero.

De Pila ha conducido don Tomas Esperati 218 cabezas, compradas por don Ambrocio Lezica; 210 á don Pedro Chiclana, 8 á don Antonio Silva. Para saladero.

Del Fuerte Azul ha conducido don Tomas Esperati 420 cabezas, compradas por don Ambrocio Lezica; 35 á don Santos Bentos, 130 á don Eustaquio Ponce, 120 á don José Chiclana, 130 á á don Miguel Yslas. Para saladero.

en ocuparse en explotaciones agricolas á que siempre ha sido particularmente aficionado y á las que ha dado despues un gran vuelo en toda la Confederacion.

Con todo las revueltas continuaban, la guerra civil se hacia mas ardiente, el poder pasaba de un dia á otro entre manos siempre demasiado débiles para retenerlo é inhábiles à ejercerlo. Fué entonces que Rosas comprendió, en fin, que la autoridad aun no habia encontrado su base: y pues que los sabios y los *doctores* habian buscado en vano esta base en el estudio de las Constituciones Europeas, él que no conocia la Europa, la buscó en el concimiento que habia adquirido de las costumbres y necesidades de la América.

Desde entonces pidió el poder: se le nombró Gobernador. Pero; no queriendo que hubiese sobre sus Intenciones de reforma, pidió poderes extraordinarios: le fueron confiados. Anchorena, su primer ministro, hizo' votar en 1832 la *ley de vigilancia y depuracion* que obligó á todos los unitarios á expatriarse del suelo Argentino bajo pena de muerte. Esta ley era, por decirlo asi, la exposicion del sistema que Rosas debia aplicar á datar desde 1835. Por lo pronto delegó su poder, seguro por lo demas de volverlo á tomar, si era necesario é hizo una dilatada expedicion contra los Indios que rechazó hasta el interior de la Patagonia.

Durante su ausencia que duró quince meses, no se supo que era de él. La ley de vigilancia fué revocada por el Gobernador nombrado en su lugar; pero tuvo lugar una insurreccion que la hizo mantener. Rosas volvió de su expedicion y fué recibido en triunfo: traia consigo un número prodigioso de cautivos que habia arrancado á los Indios, quizá tambien á la vida salvage que habian voluntariamente adoptado.

En fin en 1835 empezó su dictadura: cinco veces reusó la presidencia ofrecida cinco veces á unanimidad por la Cámara de Representantes; fuè preciso que el pueblo consultado *nominalmente*, le delegase por cinco años toda la suma del poder público.

Ahora, arrojad una mirada sobre el estado de la América del Sud desde su independencia, y decidme si es posible dominar una situacion tan deplorable por los medios de Gobierno empleados hasta entonces: en Mégico, Santa Anna y Bustamante, disputándose alternativamente el poder, bastante ocupados el uno y el otro' en disipar, como gobernantes, los partidos que han amotinado como agitadores, trastornando la República al placer de su ambicion; debiera decir, de sus caprichos. En Guatemala Mozaran y Carrera, unas veces vencedores, otras vencidos, siempre en lucha. El Chile y el Perú á la merced del primer Coronel que pueda disponer de su regimiento. Colombia, dividiéndose y fraccionándose para saciar los ambiciosos rivales que se disputan cada uno de sus girones. En fin, el Rio de la Plata, pasando de manos en manos, y contando Presidentes de un mes, de una semana y de un dia! Como principio y como consecuencia de estos trastornos sin fin y sin cesar, la prevaricacion en los altos puestos, la licencia en los bajos, por todas partes la anarquia.

Ningun vinculo social existia entre los Gobiernos y la poblacion. Los unitarios ó centralistas querian practicar el Gobierno sobre una gran escala, formar estados importantes por estension, á fin de atraer á una capital las fuerzas agrandadas de la Administracion y del Ejército. Pero este sistema es insensato para esos vastos paises donde no se encuentra una docena de habitantes por legua cuadrada, poblacion flotante y nómode, viviendo sin comunicacion con las ciudades del litoral: extender asi el poder era hacer su influencia inservible y su accion imposible. Asi los unitarios no querian en efecto sino atrincherarse en las ciudades para garantirse, en nombre de la civilizacion, de la barbarie que los circundaba, en vez de procurar dominarla ó reducirla.

Los federales al contrario querian obrar sobre pequeños centros para que el poder ganase en fuerza de concentracion lo que perdia en estension. Es este partido el que destruyó la obra de Bolivar dividiendo la unidad colombiana en tres partes independientes. El General Paez comenzó el movimiento: Mosquera y Flores le siguieron. Con todo nada menos eran que los tres tenientes favoritos del Libertador. Desde ese dia el sistema unitario fué condenado en la América; y Bolivar, su fundador, percibiendo al fin que en toda su vida habia acariciado una quimera irrealizable, murió loco el 17 de Diciembre de 1830.

Hasta aqui nada grande, nada estable ha salido de estas luchas intestinas: ninguno de los hombres que han ocupado sucesivamente la Magistratura suprema no ha podido aislarse en su poder para dominar la situacion: ninguno se ha hecho resposable. En una palabra, no ha habido un solo hombre de Estado, no ha habido mas que gefes de partido, ó mas bien que victimas de partidos á quienes llegaba el poder como un accidente, jamas como un derecho. Los unitarios no pensaban mas que en hacer hablar de ellos en Europa, y veian volar sus planes de civilizacion, como las hojas desprendidas de la sybila, al viento de las intrigas de la Ciudad, ó de las revueltas de la campaña: los federales, por el contrario, que habian querido apoyarse sobre los indigenas, *gauchos, llaneros, peones é indios* habian permanecido à merced de esta fuerza brutal y salvage que no habian podido domar despues de haberlo puesto en movimiento.

Esta legitimacion de la fuerza ha muerto todo sentimiento de propiedad en América: alli donde debian contarse los habitantes por millones, se les cuentan por centenares. Estas tierras, magnificas y fecundas, permaneciendo sin cultura, permaneciendo sin poblacion: ni aun son protegidas contra los salteamientos de sus raros habitantes—La inmensa cantidad de ganados salvages que alimentan los llanos y los bosques son una ocasion perpetua de pendencias para poblaciones que se oponen á toda produccion, á todo mejoramiento, diciendo que el ganado dispensa del trabajo—"*Crianza quita labranza*"—Un aventurero que puede reunir al provecho de su ambicion algunos centenares de esos *peones* enrolados por el cebo de la rapiña, está seguro de revolucionar toda una comarca—Es asi que la América del Sud es mantenida por algunos revoltosos en ese estado de trastorno que no cesa de agitarla desde su independencia—

La *ley de vigilancia y depuracion* por la que Rosas ha señalado su presencia en los negocios ha tenido por objeto y por resultado prevenir esos transtornos, tan faciles á estallar, librando á las Provincias Argentinas de todos esos especuladores de revolucion. Esta ley que tanto se ha vituperado es en efecto anti liberal y anti-constitucional. ¿Pero está acaso la América en un estado normal? ¿Es por ventura una sociedad constituida? Esta ley es una ley *revolucionaria*, como lo era nuestra ley de los sospechosos decretada por la Convencion.

Revolucionario tambien es el Gobierno de Rosas; es precisamente esto que se ha olvidado decir cuando de él se ha hablado en Europa. Para escusar su despotismo soberano, no he tenido mas que haceros ver lo que era antes de él America al del Sud: para legitimarlo me bastará referir las consecuencias dichosas que han resultado de' él; esto será el objeto de mi octava y última carta.

[De "*La Presse*" de Paris, fecha 23 de Septiembre ultimo.]

LA GACETA.

BUENOS-AIRES, ENERO 23 DE 1844.

¡Viva la Federacion!

Continuacion—*Cartas sobre la América del Sud—Estado presente de la cuestion—El General Rosas—*

En la reseña de los principios y actos del General Rosas no se ha eximido de errores el escritor de las cartas, ni en el exàmen de las combinaciones que han preservado la independencia y restablecido el órden interno en los pueblos de la Confederacion—

Cierto es que el General Rosas "no debe ser juzgado segun el punto de "vista de la Francia sino conforme al de la America," pero es inexacto que "sea implacable, que no distinga amigos ni deudos en la marcha "de la politica, cuando encuentra obstàculos"—El General Rosas es justo; y no implacable—Las pasiones y afectos de familia y amistad no regulan ciertamente los consejos de su politica y las resoluciones administrativas: y esta fué siempre la calidad distinguida de los hombres de Estado que han valido mucho y hecho grandes bienes à sus conciudadanos—La justicia y la utilidad del Estado deben ser la regla en los altos puestos—El amigo y los deudos no tienen mas derecho que los demas ciudadanos en la justicia distributiva de un Gobierno próbido—Este principio fundamental era solo una bella teoria en nuestro pais, que se habia repetido mucho en los clubs, en los periódicos, en las asonadas, pero que no habia sido posible realizar—Sus mas fervorosos vociferadores fueron los primeros en conculcarla—El General Rosas ha dado el ejemplo de esa abnegacion personal, no para remover obstàculos, ò por una irreflexiva é implacable politica, sino para llenar los penosos deberes de una mision muy delicada y grave en un pais destrozado por la anarquia—En los acerbos sucesos que han excitado los salvages unitarios; en las complicaciones exteriores que han promovido; en la cruel ingerencia de extrangeros que han cooperado al dilaceramiento de la tierra de su emigracion y asilo feliz; el General Rosas mas ha vencido los obstàculos por sabias combinaciones, por oportunos y espléndidos actos de humanidad, por la fuerza moral de la opinion publica, que por los actos estrepitosos de una politica implacable, que nunca le perteneció—

El mismo autor de las cartas lo reconoce cuando expresa que el General Rosas "no es ambicioso; no ha sacado provecho del poder; no es venga-"tivo ni interesado; y que lo ha llevado al poder un profundo sentimiento "de la autoridad y de la justicia"—

De otra parte conviene en la posicion especial de la Confederacion Argentina en la època extraordinaria en que el General Rosas ha dirigido sus Relaciones Exteriores y el Gobierno de la Provincia de Buenos Aires—Este es el punto de vista de la Amèrica muy diverso del de la Francia, ya por la posicion distinta y otras causas bien conocidas, y ya porque en solo treinta y cinco años de ensayos politicos no puede la Confederacion haber formado esas costumbres é instituciones, esa estabilidad y grandeza à que ha llegado la Francia despues de muchos siglos de oscilaciones y guerras—

Se equivocaron los primeros ensayos hechos en la Repùblica por la inoportuna aplicacion de las teorias representativas en una gran escala—Se pensò en la Europa, en sus costumbres, en sus constituciones, en sus necesidades, lujo y prestigios; y olvidòse entretanto lo primero que deberia haberse recordado: que se legislaba para la Repùblica Argentina; que su Gobierno no podia levantarse de pronto sobre esas bases fijadas en la misma Europa de un modo sucesivo en la marcha lenta de los siglos; y que las necesidades, las conveniencias y los medios se diversificaban por esta conspicua diferencia de situaciones—Este error produjo los infortunios de la anarquia; alejó cada dia mas á los pueblos de la paz y de la felicidad; debilitò su fuerza nacional; y dejó dolorosamente comprometida su misma independencia politica—

Era necesario hacer otros ensayos, buscar remedios nuevos; las pasiones de club habian destruido; de sus desaciertos provino la logia de traidores salvages unitarios; y de este aborto de la revolucion los crìmenes inhumanos, y el azote de la ingerencia extrangera—

En esta dura experiencia se comprendia la gran necesidad de un Gobierno fuerte y de un hombre de Estado virtuoso y sàbio, incontrastable y enérgico que dominara esta situacion; que reparase tan hondos infortunios; y que no sacrificara el bien y la independencia nacional al error, al amor propio ó à las pasiones—La nacionalidad que no es propiedad exclusiva de ciertos circulos, ni està cifrada en los clamores de demagogos agitadores del desórden y de la guerra so pretesto de libertad, no podia concebir simpatias ni respeto hácia esas opresiones efimeras que empezaban por una asonada ó un asesinato horrendo, para terminar luego por el robo de las propiedades del Estado y de los particulares—

De la observacion imparcial de estos datos se presenta una consecuencia incontrovertible—Todos los ensayos gubernativos habian sido ineficaces ó funestos, ó completamente desacreditados en el pais y aun en el exterior—

Piénsese un momento en esta verdad—Largas oscilaciones en el órden interior, diarias mutaciones de Gobiernos, è inseguridad para todos los intereses son los tópicos de que se trata en todos los documentos y escritos, en todas las anotaciones y recuerdos de la revolucion del Rio de la Plata hasta que cesó la guerra por la Independencia. De este periodo adelante aparecieron mandatarios que parecian haber equivocado de intento los remedios á las desgracias públicas—¿No pretendieron los salvages unitarios empezar la organizacion del pais por la destruccion de la Religion del Estado, el único prestigio de òrden que habia prevalecido en el torbellino de la anarquia?—¿No iniciaron la fundacion del crèdito nacional en el exterior por las fraudulentas negociaciones sobre tierras y minas?—En fin, esta historia de ridiculez y maldad es demasiado conocida—A tiempo que convocaban un Congreso por medios desorganizadores, la guerra civil en casi todas las Provincias del Interior, y las incursiones de los indios enemigos hasta el centro del territorio de Buenos Ayres, venian á lanzar un sarcasmo amargo sobre estas combinaciones insensatas empezadas por la violencia, y que terminaron por el descrédito, por la guerra y un horroroso desquicio—

Al decenso de esos impios mandatarios quedò un emprèstito oneroso y mal gastado sin provecho alguno para los pueblos ni para el extrangero, la guerra civil encendida en seis Provincias de la República, sin contar la contienda exterior con el Brasil, los indios talando los establecimientos rurales, el comercio consternado por el abuso escandaloso del crèdito; todos los males, en fin, de una desatinada y perversa administracion—

Entretanto, como ha notado bien el escritor de las cartas sobre la América del Sud, Rivadavia se hacia apellidar el Pericles de Buenos Aires; dejando esos lastimosos comprobantes de sus desaciertos—Al derredor de *la nueva Atenas* no solo estaba desierta y talada por los Indios la campaña, è insegura para el viagero, sino que en la Ciudad habian caido sus mas preciosos adornos, y empezádose su embellecimiento por la ruina y espoliacion de los templos—

Asi la organizacion era un delirio; la libertad una quimera. Para colmo del infortunio y del escàndalo los salvages unitarios practicaron la rebelion del 1.° de Dicembre—Empezó Lavalle su mision libertadora asesinando al ilustre Gobernador Dorrego, y degollando á los ciudadanos, prisioneros ó pacificos, que eran adictos al Gobierno legal!—Mas feroces medios empleó Paz en las Provincias del Interior de la República, y empezò la larga guerra que aun no ha terminado por el impulso que sus autores han encontrado en la injusticia y maldad de extrangeros—

Sobrado clásicos son estos hechos para que el observador honrado deje de encontrar en ellos la explicacion de algunos actos de justicia, saludables y necesarios, que en el Gobierno del General Rosas han afirmado el órden público y preservado la independencia y libertad nacional—No repararà por otra parte en las catàstrofes de la guerra nada que sobrepuje á los males que suceden en tal estado de cosas en todas las naciones; si se exceptuan sin embargo la ferocidad y vedados medios con que los salvages unitarios la han hecho y sostienen—Poco les pareció la rebelion; recurrieron á los asesinatos y matanzas en grupo; empleando el puñal y veneno; y apelando á la intervencion extrangera, aunque saben que, como observa el autor de las *cartas sobre la America del Sud*, "una causa que consiente "en apoyarse para triunfar en la intervencion extrangera es siempre "una causa impia y condenada de antemano"—Júzgueseles al punto de vista de la América ó al de la Europa, ellos son reos del mayor crimen—Con todo, en su favor el Gobierno del General Rosas ha sido y es pródigo de generosidad y clemencia—No es la vez primera que los ha amparado con una amnistia general; à ella se han acogido muchos que viven garantidos y tranquilos en la República—Cerca de cuatro mil prisioneros de guerra han sido en distintas épocas restituidos à su libertad por el General Rosas—Se dirá que han muerto muchos; que algunos han sido ejecutados; pero ¿es culpa del Gobierno que ellos se atrajesen tan triste destino? ¿Era justo y posible salvar á todos en medio de un pais sembrado de mas de veinte mil victimas de los asesinatos, degüellos y barbarie de los salvages unitarios cometidos en quince años de su atroz vandalage, desde el alto magistrado hasta el humilde habitante de nuestros campos?—Sorprende que el General Rosas haya economizado tanto la sangre de esos bárbaros asesinos, coligados al extrangero; que haya respetado en esos bandidos fuera del amparo del derecho de la guerra la calidad de prisioneros, y no en los insignificantes, sino en sus mas feroces caudillos, como Paz y otros—

El autor de las cartas, explicando los puntos de vista politicos entre la Europa y la Amèrica, observa: "No confundais aqui la justicia con la lega-"lidad; cuya palabra y la cosa han sido en todos tiempos perfectamente "desconocidos en la Amèrica del Sud." No discutiremos ahora los fundamentos de la justicia y de la Ley, y las sutilezas que forman los rudimentos de las escuelas de derecho—¿Puede ser legal lo que es injusto? ¿Hay ilegalidad justa? A estas polèmicas repasadas sostitùyase el exàmen de los hechos de que se ha separado en este punto el escritor—La *legalidad* en Amèrica no es una importacion transatlàntica—Rige conforme al sistema representativo republicano, base de la organizacion politica de los Estados Americanos; y emana de este principio admitido entre todas las naciones libres—la ley es la expresion de la voluntad general—

De aqui emana la legalidad que caracteriza à la mayor parte de los Gobiernos que actualmente están al frente de las repùblicas de Sud America; y ciertamente que la diferencia entre la legalidad Americana y la Europa no puede establecerse sin renunciar al principio, y negar el re[illegible]do—El Gobierno del General Rosas, investido con facultades extraordinarias por las peligrosas y graves circunstancias del pais, es eminentemente legal como la reconoce el mismo escritor à que aludimos, cuando afirma que "en 1835 cinco veces rehusó la presidencia, ofrecida cinco ve-"ces á unanimidad en la Càmara de Representantes; y que solo la admitió "despues que el pueblo consultado *nominativamente*, le delegò por cinco "años toda la suma del poder público"—

He ahi explicada por el mismo escritor la legalidad del Gobierno del General Rosas; y una consecuencia precisa es que no puede ser *revolucionario*, como afirma por una implicacion manifiesta—Si tuviera ese carácter, la rebelion y la fuerza la habrian levantado al poder—Oprimiria la voluntad Nacional; seria despótico; y no creacion de la Ley, y del voto público—Ningun pueblo ha sostenido con mas ardor y decision el Gobierno que libremente instaló—Siempre que ha sido atacado por el poder extrangero, por las asonadas, ò por las invasiones de los salvages unitarios, los pueblos lo han sostenido con heroismo—Su autoridad es querida y respetada, eficaz y benefica—Estos hechos notorios á los habitantes del Rio de la Plata, y que no se ignoran en Europa, valen muchas explicaciones—

En las siguientes anotaciones del escritor de las cartas hay una suma de datos que exige algunos justos reparos sobre ciertas inexactitudes que ha admitido como hechos ciertos—

"Nacido en el interior de la campaña, Rosas vió muy temprano el mal que "devoraba á su pais, sin pensar que estuviese destinado á aplicar el reme-"dio—Lo que debiò herirle desde luego fueron la impotencia é inercia del "Gobierno—Las personas y la propiedad permanecian sin defensa contra "las invasiones cuotidianas de los Indios que se avanzaban hasta las pu-"ertas de Buenos Aires, matando, robando, devastando—El robo no se "ocultaba; el asesinato no se cometia en las tinieblas—

"Hace quince años apenas, bajo la Administrasion del *sabio* Rivadavia, que "no era rara ver á los Indios mezclarce en las fiestas públicas que se "celebraban en la ciudad, y cuando se le preguntaba que venian á hacer "contestaban audazmente: *A robar mugeres* (1)—Quizas creeis que esas "mugeres, arrebatadas asi se acomodaban dificilmente á la vida salvage! "Dios mio, no! se les encontraba algunos dias despues, regocijadas de ver-"se libres, mas regocijadas aun de verse desnudas, saludando por sus "nombres á los negociantes que osaban aventurarse al interior para trafi-"car con los Indios—Este instinto, que empujaba la sociedad de Buenos "Ayres hácia el estado salvage, era entonces general. Nadie resistia á "él, los hombres ni las mugeres: se escapaba asi á la persecucion de un "acreedor, al alcance de la Ley, á los sinsabores domésticos, y à las ven-"ganzas particulares.

"Ved ahi por lo tanto lo que tenia lugar, mientras Rivadavia, segun se "decia en Europa, hacia florecer la civilizacion en la América del "Sud!—

"Durante este tiempo Rosas habia llegado à ser el mas hàbil *estanciero* "(propietario) del interior.—Su prodidad, su inteligencia y su valor in-"fatigables le habian dado una influencia sin limites sobre toda la cam-"paña: los *gauchos* (pastores de la campaña de Buenos Ayres) lo habian recono-"cido por su gefe, y se habian puesto á su disposicion. Los organizó para la "defensa comun, y fué asi que rechazó á los Indios á sus Desiertos y libró al ter-"ritorio Argentino de sus devastaciones y pillages—Mas en breve los Gobernado-"res, que no podian mantenerse aun en las ciudades, recurrieron á él para sofocar "las facciones, incesantemente renacientes, y para intervenir en la guerra civil que "no habia cesado de desolar las Provincias—

"Ciertamente si Rosas, como se ha dicho, no hubiese obrado sino por ambicion, le "era fácil entonces hacer recaer en su provecho aquel estado de cosas—Sin em-"bargo nada de esto hizo: se contentó con sostener el órden público por todas par-"tes donde estaba amenazado, y proteger el poder establecido, sin distincion de "partidos ni de personas—No era aun el hombre de una politica; era solamente "el hombre de la autoridad; pero la queria fuerte, enérgica, dominante, recono-"cida por todos, porque solo ella podia asegurar el estado de la República, dete-"niendo todo desórden, é imponiendo á las facciones un nivel soberano. En cuan-"to á él, habia tan fuertemente impreso el sentimiento de la disciplina entre los "*gauchos* que lo habian tomado por Gefe, que en un pais donde el robo y el asesi-"nato parecian casi legitimados, no se encontró en sus tropas ni ladron ni ase-"sino"—

"La primera vez que Rosas pensó en mezclarse en politica fué para hacer votar "la ley que prohibe la entrada de harinas en la Confederacion. Este comercio "se hacia por los Estados Unidos: la compra de harinas absorbia todo el nu-"merario de la República, y producia ademas por resultado impedir el cultivo "de los cereales en la América del Sud—

"Mientras que Rosas creyó haber fijado el poder en manos de los Gobernadores "á quienes habia socorrido no pensó sino en ocuparse de explotaciones agricolas "á que ha sido particularmente afecto, y a las que ha dado despues un gran auge "en toda la Confederacion—

"Sin embargo, las revueltas continuaban, la guerra civil ardia cada vez mas, el "poder pasaba de dia en dia entre manos demasiado débiles para retenerlo ó "inhabiles á ejercerlo—Fué entonces que Rosas comprendió al fin que la autori-"dad no habia aun encontrado su base: y pues que los sabios y los doctores "habian buscado en vano esa base en el estudio de las constituciones Europeas, "él que no conocia la Europa, la buscó en el conocimiento que habia adquirido "de las costumbres y necesidades de la América—

"Desde entonces pidió el poder: se le nombró Gobernador—Mas, no queriendo que "se equivocasen sobre sus intenciones de reforma, pidió poderes extraordinarios: "le fueron confiados—Anchorena, su primer ministro, hizo votar en 1832 la ley "de *vigilancia y depuracion* que obligó á todos los unitarios á expatriarse del "suelo Argentino bajo pena de muerte—Esta ley era, por decirlo asi, la exposicion "del sistema que Rosas debia aplicar á datarse desde 1835—Por el momento "delegó su poder, seguro ademas de poder volverlo á tomar, si era necesario, "é hizo una larga expedicion contra los Indios que rechazó hasta el fondo de la "Patagonia—

"Durante su ausencia, que duró quince meses, no se supo que habia sido de él—"La ley de vigilancia fué revocada por el Gobernador nombrado en su lugar; "pero acaeció una insurreccion que la hizo mantener—Rosas volvió de su expe-"dicion, y fué recibido en triunfo: traia consigo una cantidad prodijiosa de cau-"tivos que habia arrancado á los Indios, quizá tambien á la vida salvage que "habian voluntariamente adoptado"—

El General Rosas nació en la Ciudad de Buenos Aires; y siendo muy jóven contribuyó á su defensa en las dos gloriosas victorias contra los Ingleses que precedieron á la revolucion de 1810—

Es cierto que en la època que recuerda el autor de las cartas los Indios tenian un predominio funesto, y aun se mezclaban en las fiestas públicas de la Capital; pero las mugeres que arrebataban eran de sus propias tribus que por diversos accidentes se hallaban en Buenos Aires—Por desgracia era un hecho affigente el imperio que la barbarie tomaba sobre la civilizacion por las continuas incursiones de los Indios, de donde redundabas no solo la inseguridad de la campaña sino el convertirse esta en una guarida de malhechores que se substraian facilmente à toda autoridad, á toda ley, para entregarse al pillage, al asesinato y á otros crimines horribles—

El General Rosas desde antes de 1820 dedicó su saber, valor y crédito de que gozaba entre sus compatriotas por sus virtudes y genio, á poner término á esa deplorable y desdorosa situacion—Unas veces, como observa el ilustrado autor de las cartas, sostuvo con todo su poder la Autoridad y el órden legal contra los revoltosos; otras en persona repelió á los Indios hasta sus desiertos—Estos fueron los primeros ensayos que hizo en la obra gloriosa que ha adelantado con tanto honor y utilidad para su Patria—

Los principios de órden, virtud y disciplina que enseñó con el ejemplo presidiendo á sus conciudadanos de la campaña en las distintas importantes comisiones que le confiaron los Gobiernos patrios para la defensa y seguridad del Estado fueron los primeros fundamentos puestos en la sonda de la organizacion—La Repùblica apreció mucho estos servicios tan distinguidos como desinteresados; y la opinion pública, que raras veces se equivoca sobre la capacidad de los hombres, se inclinó en favor del que iniciaba su mision de patriotismo bajo auspicios tan útiles y gloriosos—Miró en él un ciudadano capaz de defenderla y de terminar sus acerbos y prolongados infortunios—

Convencido el General Rosas de que la agricultura es base sólida de verdadera prosperidad, y de cuanto interesa al Estado la proteccion del labrador, siempre propendió á este importante objeto; y á que se tocasen todos los resortes de una buena politica para dar estimacion á los frutos de la agricultura é impulsar su prosperidad—El escritor de las cartas recuerda que hizo votar una ley concerniente á las harinas importadas de los Estados Unidos de Norte América; lo que hizo el General Rosas fué contribuir á que no quedasen frustrados los càlculos de los labradores y cosecheros; y que el trigo no se redujese á infimo valor—

Es grande el incremento que el General Rosas ha dado á las explotaciones agricolas en una época en que las revueltas politicas y la desmoralizacion consiguiente retraian de las faenas útiles y de los hábitos laboriosos que extinguen los males del ocio y morigeran la sociedad—Perseverante en este objeto, no se ha desviado de él; y débese al mismo el impulso que ha tomado la campaña en su cultivo, establecimientos rurales, y numerosas poblaciones que se extienden hasta confinar con el Desierto—

Ciertamente, en las constituciones Europeas no están previstos los medios de conseguir estos resultados, y aunque el General Rosas las conoce tan bien como los que las ensayaron con infortunio, mejor conoce á su pais, y sabe proporcionarle bienes importantes—En esto precisamente consiste el mérito de los que gobiernan; la capacidad de los hombres de Estado—

No pidió el poder á fin de 1829—Victorioso sobre los salvages unitarios amotinados el 1.° de Diciembre de 1828, licenció el Ejército de ciudadanos armados, despues de restauradas las leyes, instituciones y libertades públicas—La soberana Representacion de la Provincia de Buenos Aires lo eligió Gobernador por tres años con poderes extraordinarios—La guerra civil ardia en las Provincias del Interior: el General Rosas la extinguió—La administracion estaba en el caos; y la organizó—La seguridad de los habitantes del Estado exigia prontas y enérgicas medidas para depurar el territorio Argentino de malhechores: el General Rosas las adoptó con justicia y útiles resultados—Las Provincias estaban desunidas y dispersas; el General Rosas estipuló el pacto federal; la nacion Argentina formó un cuerpo respetable; y fué dignamente representada en sus Relaciones Exteriores—Al término legal de su Gobierno, y era el primer Gobernador que estableció este procedente venturoso al órden y felicidad pública, devolvió los poderes extraordinarios á la Legislatura—Fué reelecto con reiteracion; y no aceptó—A su descenso la Confederacion gozaba de los beneficios del órden y de la paz—

Es erronea la persuasion del autor de las cartas sobre la pretendida ley de *vigilancia y depuracion* que crée obligase á todos los unitarios á expatriarse del suelo Argentino bajo pena de muerte—No expidió el General Rosas semejante proscripcion en esa época ni en la presente Administracion—Los salvages unitarios que emigraron al Estado Oriental del Uruguay lo hicieron voluntariamente con el objeto en su mayor número de perturbar desde alli el órden público de la Confederacion—Asi enviaron á Lavalle sobre el Entre Rios; y empezaron su guerra de difamacion y embustes por la prensa—No exceden de cien los salvages unitarios que sorprendidos en una conspiracion inicua contra el Gobierno fueron expulsados del pais—De estos regresaron algunos que solicitaron del Gobierno esta concesion de clemencia; y no han tenido de que arrepentirse, porque han permanecido garantidos—

Una ley que no ha existido no podia ser la exposicion del sistema de 1835—Los hechos son tambien conspicuos y recientes—No ha habido otra *vigilancia y depuracion* que la que ordinariamente emplean los Gobiernos en tiempos de revueltas y crisis—Y al fin la clemencia ha tenido siempre lugar en la politica del Gobierno—*Continuarà*—

[1] "En esa época los Diputados de diversas Provincias no se ruborizaban de "declarar en plena Cámara de Representantes que "valia mas no decir nada á los "malhechores porque seria peligroso castigarlos, y que el Gobierno, impotente para "detener sus incursiones, debia por el contrario evitar cuidadosamente darles motivo "alguno de represalias"—

AVISO.

EN la calle de Túcuman No. 91, casa de la Sra. Traynor, se limpian y componen gorras y sombreros de paja, del mejor modo posible y al gusto de los interesados. e19—3p.

! Viva la Confederacion Argentina!
¡ Mueran los Salvajes Uuitarios !

SE alquilan dos piezaa, en la casa calle de Belgrano No. 265. Se preferirá un matrimonio sin familia, ú hombres solos.
e19—3p.

Papel de cartas.

ROSADO, dorado y para forros punzon hay por resmas y al menudeo en la librería No. 54 calle de la Universidad frente al Colegio. e19—tfc.

¡Papel para Cartas!

SE avisa á los comerciantes que en la librería frente al Colegio han recibido un surtido excelente de papel para cartas ambos azulado y blanco de los tamaños y espesores mas apropósito para su uso, Librería No. 54 calle de la Universidad. e19—tfc.

GORRAS de paja de la India para hombres, sombreros d. chilenos, escobas norte americanas, esteras de la India, de Valencia y esparto españolas, canastos de mimbres, fanales de cristal para luces, dulce ó carne de membrillo y tambien del Brasil, chocolate de España, tinetas de madera, almendra pelada. alucema, lavatorios de laton, jarros de id. para agua, calentadores ingleses, cajas vacias de todos tamaños, morteros de piedra, braceros de hierro, miel de caña habanera, miel de abeja, aceite de almendra, vinagre rico, vino carlon y de Málaga, aguardiente fuerte, cerveza blanca, tinajas de todos tamaños. El que se interese ocurra de la Iglesia de San Juan media cuadra para el Rio. n24-tfc.

Libros en blanco.

GRANDES, forrados en cuero, de á cinco y seis manos, ó con doscientas cuarenta á doscientas ochenta hojas cada uno ; la página tiene veinte pulgadas de largo y trece de ancho. Librería núm. 54 calle de la Universidad frente al Colegio.
n23—tfs.

Miel de abeja.

Se acaba de recibir en casa de Tomás Gowland y Ca., calle de la Reconquista núm. 107.

¡Viva la Confederacion Argentina!
¡ Mueran los salvages unitarios !

POR disposicion del Sr. Juez de primera Instancia en lo Dr. D. Bernardo Pereda, se cita, llama y emplaza , á todas las personas que se crean con derecho á suceder ab intestato al Presbitero D. Pedro Rodriguez, para que en el preciso y perentorio término de treinta dias contados desde la presente fecha en adelante, comparezcan ante su juzgado á deducir el derecho que crean tener á los bienes de dicho finado, en la inteligencia que el que asi no lo hiciere le parará el perjuicio que por derecho haya lugar—Buenos Ayres, Enero 19 de 1844.
Izarrualde.
e19—6p.

¡Viva la Confederacion Argentina!
¡ Mueran los Salvajes Unitarios !

Aviso al público.

SE ha encontrado un niño como de edad de cinco años , llamado Agustin , segun su declaracion ; él se ha encontrado á inmediaciones del bajo del cuartel de Restauradores—La persona que tenga derecho á él ocurra á la calle de la Reconquista núm. 178, que allí se le entregará.
e19—5p.

AVISO.

UN jóven extrangero, recien llegado, desea hallar colocacion en un escritorio para la teneduría de libros, ó sea para almacen de casa de comercio por mayor; posée igualmente los idiomas español y frances—Quien se interese se servirá pasar ó dirigir una esquelita, á la tienda calle de la Victoria núm. 59.
e19—8p

Fabrica de muebles
y abra blanca y Tonería.

CELESTINO Beltel tiene el honor de anunciar á sus marchantes y al público en general que habiendo concluido con la refaccion de su Establecimiento, (antes dirigido por su finado Padre D. Valentin Beltel,) le ha agregado la tornería: con este motivo ofrece de nuevo sus servicios en todo lo que sea concerniente á su arte Las personas que tengan á bien honrarle de su confianza serán atendidas puntualmente ocurriendo á la calle de Chacabuco No. 123 y 125. e22—6p.

Se vende

una casita en la calle del Comercio nùmero 75: para tratar ocúran á la calle de la Independencia nùmero 82
e11—8g

Aviso.

SE ofrece en arrendamiento el todo, ó parte de una chacara inmediato á San Isidro: consta de 400 varas frente al rio, con legua de fondo. Tambien se oiran propuestas para labrarla á medias. Se hallará con quien tratar en la calle de Venezuela No. 90.
e16—6p.

Aviso á los Enfermos.

SANGUIJUELAS DE EUROPA recien llegadas, de las mejores, se venden y se aplican á precios equitativos; y las que se vendian à 3 pesos, se darán á 1 peso. Calle de Cuyo No. 106, frente á la esquina de Cañas, se verá una muestra de Sangrador—
e17—10p. CASANOVAS.

¡Viva la Confederacion Argentina!

Finca en Venta.

En la calle de la Esmeralda se vende una hermosa casa con dos puertas á la calle, designada con los números 138 y 140, con nueve piezas habitales, y todas las oficinas necesarias; igualmente la esquina contigua,. que hace á la calle del Parque, bajo los Nos. 142 y 144, con dos trastiendas, una á cada calle, y un cuarto contiguo á esta con el No. 166, á la calle del Parque, todo en buen estado. Las personas que se interesen, pueden ocurrir à la misma casa que encontrarán con quien tratar.
e18—6p.

FOR
Freight or Charter
FOR ANY PORT IN ENGLAND.
The A. 1. fast sailing coppered and copper fastened British brig
NINE.
299 tons.
JAMES LAMB, Master.

For terms apply to her consignees, Daniel Gowland & Co., or to
John Higinbotham & Son,
Licensed ship brokers, 21 calle de la Paz
e18—tfs.

FOR
Freight or Charter.
The fast sailing A. 1. copperred and copper fastened Danish Schooner
COMET.

For her terms apply to her consignees or to John Higinbotham & Son, licensed ship brokers, No. 21, calle de la Paz.
e17—tfs.

Ojo al Baratillo.

EN la calle de la Piedad No. 130, se vende tabaco Paraguayo de superior calidad, por mayor y menor. e—3p.10

PERDIDA.

Se ha perdido en el mercado una llave de puerta de calle abierta en su parte superior y de una hechura bastante cumplicada, se dará una buena gratificacion al que la entregue en este periódico.

For New-York,
The fast sailing, first class, *coppered and copper-fastened, regular trading, American Barque*
CHANCELLOR,
277 tons by register.
Capt. Andrew Beauvais.

Has upwards of two thirds of her cargo engaged and ready to go on board, and will have quick despatch. Her accommodations for passengers are remarkably good, being fitted up comfortably.

For freight of the remainder of her cargo, or for passage be pleased to apply to Her consignee Francis W. Dominick No. 237 calle del Restaurador, or to CHARLES R. HORNE,
Liceneed Ship Broker,
dic. 11 *No. 51 calle de la Paz.*

Se Fleta.

PARA cualesquier puerto del Brasil la muy velera, de primera marcha ya acreditada Goleta Brasilera Caboucla, recien llegada de Parnagua, hallandose ya con parte de su cargamento : la persona que quiera aprovechar esta buena oportunidad con el restante de su carga dirijase á la calle de la Universidad No. 100 que hallará con quien tratar.
d16—tfc.

¡Viva la Confederacion Argentina!
¡ Mueran los Salvages Unitarios !

UN jóven, hijo del país, con aptitudes y garantías de su opinion y conducta, desea colocarse por dependiente en alguna casa de comercio para diligencias mercantiles, ó en su defecto, en algun escritorio, almacen por mayor, barraca, saladero, &a. Tiene, á mas de sus recomendables cualidades y educacion, conocimientos suficientes en la teneduría de libros. El que lo necesite puede ocurrir por mejores informes al que firma, calle de la Catedral No. 41, altos.
Luis Perez.
e18—tfc.

Aviso Nuevo.

SE necesita un jóven para tienda de 14 á 15 años: habiendo qnien responda por su conducta, puede presentarse calle de Federacion No. 149. e16—5p.

100 PESOS
De gratificacion.

AL que presente tres NEGRAS que se fugaron en la madrugada del 17, pertenecientes á una familia emigrada de Montevideo. Sus nombres Maria, Maria Antonia, y Genoveva—La primera es muy alta y delgada, por su estatura es muy facil conocerla : usan la divisa Oriental y es probable que anden juntas y en el pueblo por ser forasteras. La persona que las presente en la calle del Perú núm. 154 recibirá dicha gratificacion.
e16—6p.

¡Viva la Confederacion Argentina!
Mueran los Salvages Unitarios

El Comisario Cajero Pagador de Policia.
Los apoderados de los Jueces de Paz de Campaña pueden ocurrir á precibir los haberes, corres pondientes al mes de Diciembre del año próximo pasado.
Buenos Ayres, Enero 11 de 1844.
Pedro Romero.

¡Viva la Confederacion Argentina!
¡Mueran los Salvages Unitarios!

EL que tenga una chacra de bastante terreno y la quiera arrendar con contrata de 4 á 6 años—avise en la cigarrería del toro calle de Representantes esquina á la del Restaurador: allí hallará con quien tratar. e15—tfs.

¡Viva la Confederacion Argentina!

Aviso Interesante.

SE vende una coleccion de 9 cuadros con laminas grabadas de mucho gusto, marcos de caoba que representan desde el año de 1771 las epocas de la revolucion de Francia hasta la presente epoca; escritas en las mismas láminas:el que se interese en hacerse de una Coleccion Curiosa puede ocurrir á la calle de Represent'tes No. 68 escalera grande, y subiendo arriba encontrará con quien tratar.
e11—8p

FOR
LONDON.
The regular trader, very fast sailing A. I. British built Brig—
"Middleton"
261 tons.
Capt : JOHN TINNION.

With the exception of 2000 a 3000 Salted hides, has all her cargo engaged, and will be despatched very shortly. For the freight of Salted hides, or for passage (having still comfortable accommodations disengaged) please apply to the consignees Mess. H. & G. Dowse or to
CHARLES R. HORNE,
Ship Broker,
Calle de la Paz No. 51.

FOR
LIVERPOOL.
THE REMARKABLY FAST SAILING,
A. I. BRITISH BARQUE
COUNTESS OF DURHAM,
of 324 tons.
Capitan—WILLIAM MILLER.

Will have very quick despatch for the above port, having nearly all her cargo engaged, and ready to go on board.

For freight of the remainder, or for passage, (her accommodations being very superior) please apply to the Consignees Mess. Rennie, Macfarlane y Co. or to
Charles R. Horne,
Ship Broker.
Núm. 51 calle de la Paz.

FOR
Freight or Charter
FOR A PORT IN ENGLAND.
The A. 1. fast sailing, coppered and copper fastened British brig
FIVE,
268 tons.
John Wood Fildes, Master.

For terms apply to her consignees Daniel Gowland & Co., or to
John Higinbotham & Son,
Licensed ship brokers. 21 calle de la Paz
e18—tfs,

¡¡ATENCION!!

CERVEZA blanca en barriles de superior calidad (de Escocia) recien desembarcada, se halla en venta, una corta cantidad, en la calle de la Piedad No. 106; Como igualmente una pequeña partida de hilo Ingles de acarreto, todo lo que se venderá á un precio muy moderado en la casa indicada.
e5 tfc.

Para Paisandú.

Saldrá sin falta en todo el presente mes, el nuevo, velero y forrado en cobre, bergantin nacional—
Liga Americana.
Admite carga y pasageros, para lo que tiene excelentes comodidades. El que se interese por una ú otra cosa ocurra para tratar á la calle de las Piedras No. 47, de 8 á 10 de la mañana, ó de 4 á 6 de la tarde. e18—15p.

Para Rio Grande.

La muy velera goleta americana **Norman,** su capitan Shackleford—Se dará á la vela dentro de algunos dias para el destino expresado arriba.

Tiene buenas comodidades para algunos pasageros—Para tratar ocúrrase á los consignatarios
Zimmermann, Frazier y Ca.,
No. 69, calle de la Reconquista.
e17—tfs.

Para el Havre.
La muy velera y primera clase, barca francesa
ALFRED,
Forrado y clavado en cobre.

Saldrá para dicho destino en la mayor brevedad, teniendo gran parte de su cargamento contratado. Sus alojamientós para pasageros sòn de los mejores, y se les asegura un buen trato. Las personas que gusten aprovechar de tan buena oportunidad, pueden ocurrir para tratar de flete ó pasage, á sus consignatarios
Hermann Dufourq y Ca.,
e17—tfc. Piedad 121.

¡Viva la Confederacion Argentina!
¡Mueran los Salvages Unitarios!

Aiso Judicial.

En las tardes de los dias 22, 23,y 24 del corriente mes, bajo las Galerias de la casa de Justicia, y por disposicion del Sr. Juez de 1^a Instancia en lo Civil Dr.D. Cayetano Campana se han de hacer almonedas y remate en la última de una Quinta sita entre las Calles del Parque y Tucuman, cuyo terreno se compone de 140 varas de frente al Sud, y 140 de fondo al Norte ; tasada en 29,042 pesos 6 reales moneda corriente ; y á mas un terreno sito entre las calles del Restaurador Rosas y Solis, compuesto de 17½ varas de frente al Sud, y 70 de fondo al Norte, tasada en 4,939 pesos moneda corriente. Las personas que gusten imponerse del pormenor de sus tasaciones, pueden ocurrir á la oficina hoy al cargo del que firma. Buenos Aires, Enero 13 de 1844.
e15—6p IZARRUALDE.

Harina N. Americana
EN DEPOSITO.
Con permiso y sin permiso.

SE vende, y para tratar ocurrase á la calle de la Reconquista No. 26. e17 5p

Mui Barato

SE vende la casa calle de la Paz número 199con cinco piezas, cercada de pared y demas necesarias en terreno de 9½ varas de frente y 60 de fondo las personas que se interesen pueden ócurrir al 109 calle de Cuyo para tratar con su dueño.
e11—8p*

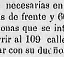
Aviso Interesante.

SE vende una casa quinta con dos piezas nuevas de azotea cocina y pozo con excelente agua; su terreno es de un cuarto de tierra completo, todo plantado de árboles frutales: es propia para que el dueño viva en ella. Calle de Córdova núm 219, de S. Nicolas cuatro cuadras para la recoleta doblando para afuera, se vende por no tener quien la cuide. El que se interese por ella vease con su dueño calle de Representantes No. 68. e10 15p

Para Marsella y Genova.

SALDRA para el 15 del mes de Febrero por obligacion de contrata el muy velero nuevo de primer viage de primera marcha clavado y forrado en cobre bergantin sardo **ANGEL:** tiene dos terceras partes de su carga contratadas, puede admitir como tres mil cueros ó su volumen en fardos, puede admitir tambien algunos pasageros por tener exelentes comodidades : para uno y para otro puede verse con su consignatario, *Jacinto Caprile.*
Calle de la Paz núm. 58
e12 lmc

GRAN BARATILLO



En el almacen de zapatos de "La Fama," calle de la Victoria núm. 67½ de la plaza dos y media cuadras para el campo acaba de abrirse con un nuevo y elegante surtido de calzado para señoras, hombres y niños, de todas clases, todo de los mas ricos materiales, y á precios mucho mas equitativos que en ninguna otra parte. e10 15p

Se vende

Una casa situada en la calle del Cerrito No. 168 con medio cuarto de frente y setenta varas de fondo,primero y segundo patio, con seis oficinas necesarias: el que se interese en ella puede ocurrir á la misma casa que hallará con quien tratar. e15—8p

¡ Viva la Confederacion Argentina !
¡ Mueran los salvages unitarios !

A los padres de familia.

UN joven que tiene alguna esperiencia en la enseñanza primaria de los niños, ofrece á los señores padres de familia, á quienes conviniese educar sus niños en sus mismas casas, encargarse de esta enseñanza, con toda asiduidad y esmerado desempeño, que ella requiere.

Siendo nuestra religion cristiana, y los sanos principios de moral la base de toda educacion, para que ella pueda producir los frutos hermosos y saludables, que son sus consecuencias el autor de este aviso les prestará toda la atencion que les dá nuestro siglo, á estos punto de partida de la enseñanza primaria de nuestros dias. Con no menos empeño se ocupará de la lectura, escritura, aritmetica, elemental ó practica, y gramatica castellana.

Si la capacidad de los dícipulos se prestase ya á una instruccion mayor, y mas variada ofrece tambien la enseñanza de algun idioma, elementos de geometria ó la geometria rectilenia, la filosofia de la gramatica, elementos ó conocimientos mayores de literatura—

Los señores padres de familia, ó encargados de los ramos de esta enseñanza, que quisieran favorecerme honrándome con su confianza sobre lo mas precioso que poseen; sus niños podrán dirijirse á la calle de la Paz núm. 57 desde las 10 de la mañana hasta las tres de la tarde.

Tambien se ofrece á los Señores redactores de periódicos para la traduccion de las producciones de esa clase, que se publican en Francés y en Italiano.

FOR LIVERPOOL,
The very superior fast-sailing A.1. British built barque
Thomas Carty,
255 TONS PER REGISTER,
Captain WILLIAM SCOTT,

HAS all her heavy freight engaged and shipping for her, and is now ready to receive Bales, or other light freight, of which she can still take a quantity on moderate terms, for which, as well as for passage, (her accommodations being superior) please apply to the consignees, Messrs. Briscoe, Twyford & Co., or to
Charles R. Horne,
Licensed Ship Broker,
No. 51, Calle de la Paz.

¡Viva la Confederacion Argenuna !
¡Mueran los Salvages Unitarios!

Marsella y Génova.

Sald. dentro de 20 dias el bergantin sardo
HENRIQUE.

Tiene dos terceras partes de carga contratada, puede admitir como 2000 cueros ó su volumen en fardos, y tambien pasageros, para los que tiene excelentes comodidades ; para el uno y el otro ocurrase á su consignatario D. JACINTO CAPRILE, No. 58 calle de la Paz. (Nota: dicho buque está forrado en cobre.)

PARA
NUEVAYORK.
El hermos y velero, forrado y clavado en cobre, bergantin hamburgues.
Johann Gottlob.
su capitan D. A. E. Moller

TENIENDO la mayor parte de su cargamento listo, y siendo de poco porte, saldrá muy pronto para su destino. Todavia tiene lugar para algunos fardos á flete, y hermosas comodidades para algunos pasajeros. Para tratar ocurrase á sus consignatarios.
Zimmermann Franzier y Ca.
No. 69 calle de la Reconquista.

PARA
VALPARAISO
El muy velero, nuevo, forrado y clavado en cobre, de primera clase A. 1.
BERGANTIN INGLES
Tallentire
Del porte de 261 toneladas
Su capitan, D. Jorge H. White.

Saldrá para dicho destino, con la brevedad posible, y admite carga, y pasageros, teniendo para estos las mejores comodidades y asegurandoles buen trato.

Para tratar podrán ocurrir al Capitan en la fonda de Kidd, calle de la Paz; á los consignatarios los Señores Brownell, Stegmann y Ca; ó al corredor Maritimo de Número,
Carlos R. Horne
Calle de la Paz No. 51.

Mesa de villar en venta.

EN la casa de Comercio de los Sres. Nicholson, Green y Ca., calle de Representantes No. 59½, se acaba de recibir una con todos los útiles correspondientes, y mas una pieza paño de repuesto: el todo se dará por un precio moderado.
d19—6c.

For Liverpool,
The very fast-sailing copper and copper-fastened British built brig
" CATHERINE."
188 tons Register,
Capt. DENNIS COFFEY,

WILL have quick despatch for the above port, and can still take part of her cargo on Freight.

Application for freight or passage to be made to either the Consignee James C. Thompson, or to
CHARLES R. HORNE,
Licensed Ship Broker,
No. 51, Calle de la Paz.

PARA
AMBERES.

Saldrá dentro de poco tiempo la nueva, velera y de primera clase, forrada y clavada en zinc, Galiota holandesa.
"ALLERSMA"
(de 174 toneladas)
su Capitan R. W. Vos.

Tiene ya contratada mas de la mitad de su cagamento y admitirá la restante á flete moderado. Los Sres que gusten contratar por dicho flete pueden ocurrir á sus consignatarios.
J. J. Klick y Ca.
calle de la Universidad No. 63.
d13—15p.

Para Inglaterra y el Continente
(Pasageros Solamente)

El muy velero y de primera clase, forrado y clavadoen cobre, Bergantin Dinamarques.
"EDUARD"
De 170 toneladas)
su Capitan Carsten Smidt.

Saldrá para dichos destinos dentro de 15 dias, y tiene las mejores comodidades Las personas que gusten aprovechar de tan buena oportunidad, pueden ocurrir para tratar á casa de sus consignatarios.
J. J. Klick y Ca.
Calle de la Universidad No. 68.

SEFLETA
PARA CUALQUIER PARTE DEL MUNDO DONDE SE ADMITA LA BANDERA
La velera, forrada y clavada en cobre
FRAGATA AMERICANA
CABOT,
J. F. Shandard, su capitan
De porte de 338 toneladas

ACEPTARA de un flete moderado—Ocúrrase al Capitan Shandard, ó à sus consignatarios—
Zimmermann, Frazier y Ca.,
d26—tfc. 69 Reconquista.

FOR
Freight or Charter,
to any port of the world where HER FLAG is admitted.

The fast sailing newly coppered and copper fastened American ship.
CABOT,
John F. Shandard Master, of about 338 tons burthen, will accept of any charter that may offer on fair terms.

Apply to the Captain or to her Consignees,
Zimmermann, Frazier, & Co
69 Reconquista.

¡Viva la Confederacion Argentina !
¡Mueran los Salvages unitarios !

Escritorio Mercantil

UN joven español que puede exibir satisfactorios informes y garantias de su conducta y aptitudes, desea colocarse por dependiente de una casa de comercio, almacen, Pulpería, Barraca, saladero, &a. Entiende de teneduría de libros, y admitirá cualquieacomodo, sea en la ciudad ó campaña. Se le encontrará en este establecimiento calle de la Catedral No. 41. e11—tfs.

Diego G. Helsby,
RELOJERO Y JOYERO.

Respetuosamente avisa á sus amigos y al público en general que (despues de una larga ausencia en Inglaterra) ha vuelto á este país, y ha empezado de nuevo sus negocios (por ahora) en la Relojería de Diego Roby, calle de Representantes No. 47, (casi enfrente la tienda del Señor Cueto.)

D. G. H. espera dar tal satisfaccion á todos los que le favorecieren con sus mandados, que le asegure la continuacion de esa confianza, que ha sido su felicidad gozar por tanto tiempo.
e17—1mc.

Se vende

Le casa esquina calle de la Independencia y Chile No. 218. Se encontrará con quien tratar en la calle de Lima al lado del No. 69. e16—3p.

EDITOR RESPONSABLE.
SANTIAGO KIERNAN.